

À la recherche du nouvel ennemi (III)

Crises, catastrophes, nouvelles menaces et risques émergents : l'ennemi, c'est l'humain

*Il me faut dire
Comme je fus heureux
Dans ce monde de joie
Et dire encore
Comme c'est contraints
Que les hommes deviennent cadavres.*

Lai du Soleil - Solar Ljod

Chacun dans la pop culture a entendu parler de la « théorie du chaos » et de « l'effet papillon », ou « réaction aux conditions initiales ». On disait jadis « petites causes, grands effets » pour décrire le même phénomène. Il faudrait lui substituer ici une autre maxime « petit prétexte, grandes manœuvres ». On sait bien que la première guerre mondiale n'a pas éclaté d'un coup de pistolet. Que ni les envois de lettres empoisonnées de Fort Detrick, ni l'abattage des tours de New York, n'ont causé le cyclone disciplinaire qui, parti des États-Unis, a balayé tous leurs états clients ou rivaux. On chercherait en vain un mètre carré de ce monde où le talon de fer n'ait saisi l'occasion de s'abattre. À l'inverse, il n'est pas d'abus liberticide depuis sept ans, d'invasion militaro-policière et techno-sécuritaire, qui ne se soit autorisée, explicitement ou non, des complots confondus de l'automne 2001, avec ici et là des attentats de rappel. C'est que les tueurs d'Al Qaida venaient encore *d'au-delà des frontières* (Allemagne, Arabie Séoudite, etc.), quand les empoisonneurs au charbon frappaient *du cœur même de la forteresse*. D'où la nécessité de faire surveiller tous par chacun, et pour plus de sûreté, par l'appareil technologique. L'homologie entre le technologique et le sécuritaire est de moins en moins discutée. Non seulement l'un ne se développe pas sans l'autre mais l'essor de l'un entraîne automatiquement celui de l'autre. L'accélération technologique et l'accélération sécuritaire désignent l'avant et le revers d'un même emballement. Quoiqu'ils n'y aient pas mis la main, les militaires, scientifiques, industriels et décideurs du monde entier ont profité du crime de Fort Detrick, et l'ont sciemment confondu avec l'attentat, déjà fort trouble, du 11 septembre. Le chapitre précédent (« *Le CRSSA, Fort Detrick et les États contre le bioterrorisme* »¹) n'énumère qu'une esquisse d'inventaire des profits qu'ils ont tirés en France et aux États-Unis, en termes idéologiques, politiques, législatifs, militaro-policiers, financiers, scientifico-industriels. Pour le dire dans les termes de « l'équivalent général », « *la "guerre globale contre le terrorisme" lancée par les États-Unis après les attentats du 11 septembre 2001 a coûté 797 milliards de dollars (568 milliards d'euros)* », selon le Sipri, un institut suédois spécialisé dans les questions de défense². Depuis 2000, le budget annuel global du département américain de la défense a bondi de 294 à 675 milliards de dollars. « *En termes réels, il a crû de 71 %* »³. Autant d'argent qui, via l'impôt et l'emprunt, est passé de la poche des contribuables à celle des profiteurs de guerre : entreprises de mercenaires comme Blackwater, d'hydrocarbures comme Halliburton, dirigée par Dick Cheney, et tous les fournisseurs de technologie, de maintenance et de logistique. Les budgets militaires russes et chinois *triplant* dans le même temps⁴. Ces profits devant être multipliés par autant d'États qu'en compte l'ONU. Il faut les majorer du saut qualitatif dans l'intégration des différents appareils techno-policiers sous direction des plus puissants : États-Unis, Chine, Russie, Europe etc., jusqu'à l'armée algérienne qui réussit à s'insérer, avec ses généraux

¹ A lire sur http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=191

² cf. *Le Monde*. 12 juin 2009

³ Idem

⁴ Idem

prédateurs, dans la « *Global war on terrorism* ». C'est évidemment dans ces profits, dans le terrasant accroissement de l'inégalité des forces entre pouvoir et sans-pouvoir qu'il faut chercher les vraies causes du cyclone subi depuis sept ans. Dans un monde en contraction, où la disparition des conditions de vie enflamme la guerre entre vainqueurs et victimes, la couche supérieure de la société – qu'on la nomme vaguement « domination », « bourgeoisie » en style vieux marxiste, « technostucture » en néo-Galbraith – doit, pour maintenir et accroître sa part du pillage, renforcer son organisation et son emprise. C'est ce qu'elle fait, non pas à cause, mais grâce aux attentats de l'automne 2001. Et s'ils n'avaient pas fourni le prétexte de cette accélération techno-sécuritaire, d'autres événements, épidémie, catastrophe naturelle ou industrielle, l'eussent fait, comme la première guerre mondiale eût éclaté sans l'attentat de Sarajevo. Nombre de contemporains virent dans cette première guerre mondiale, industrielle, *totale* (Ludendorff), la fin d'un monde ancien, de cet effort social que, malgré le colonialisme outre-mer et le capitalisme à domicile, on s'obstinait à nommer civilisation, et l'irruption d'un règne brutal, massif et motorisé. Le passage de Proust et Valéry à Marinetti et Maïakovski pour ne citer que les plus évidents de ceux qui l'exprimèrent. Pas plus que l'Ancien Régime avec ses dentelles, ses perruques, ses grâces aristocratiques, ne revint après la Révolution, ne reparurent après la Grande Guerre, les fiacres, les crinolines, ni le primat de la conscience individuelle. Non plus ne reviendra-t-on, après sept ans de bushisme et de « guerre mondiale au terrorisme », au 10 septembre 2001. Avant le « Patriot Act », les fichiers, les passeports biométriques, les dispositifs « antiterroristes » et l'accélération techno-sécuritaire. L'élection d'Obama, comme celle de Carter après Nixon, signale tout au plus une phase digestive. La broyeuse mastique et assimile la chair et les franchises happées avant de nouvelles dévorations, comme elle l'a toujours fait afin de prévenir les alarmes et les oppositions. Il n'y aura pas de « *11 septembre à l'envers* » comme l'ont sottement proclamé le *Monde* et ses obamaniaques⁵. Il n'a pas fallu trois mois avant que « *Les défenseurs des droits de l'homme se disent déçus par Barack Obama* »⁶. Évidemment. Sans doute a-t-il décidé après de minutieuses hésitations, la fermeture des médiatiques cages de Guantanamo, mais les oubliettes de Bagram, près de Kaboul, continuent d'enfourer sans jugement ni motif légal des prisonniers voués à la torture et aux sévices, selon la BBC qui a interrogé les rescapés⁷. Les tribunaux militaires d'exception demeurent. Le sort des prisonniers de Guantanamo n'est pas tranché, les détentions sans fin persistent hors de tout cadre juridique. La CIA, selon Leon Panetta, son nouveau directeur, n'utilise plus la torture – sous contrôle médical - ni ses prisons secrètes en Thaïlande, Roumanie, Pologne, etc. Mais les bourreaux ayant sévi dans le cadre légal de l'administration Bush seront protégés⁸. Le secret d'État et le droit de la guerre, c'est-à-dire la négation de tout droit, restent, puisque l'exception devient la règle, les principes directeurs du régime américain sous la nouvelle administration. Les demandes d'enquête sur les actes de torture commis sous le commandement de Bush ont naturellement été balayées, quoique la commission des forces armées du Sénat américain rende son administration responsable, notamment Donald Rumsfeld et Condoleezza Rice, des tortures de « *prisonniers combattants* »⁹. On ne va tout de même pas poursuivre l'ex-président des États-Unis comme celui du Libéria. Tout au plus les nouveaux ministres de la justice et le directeur de la CIA ont-ils annoncé leur intention de « *rompre avec les méthodes du passé* », mais de John Brennan, ancien membre de la CIA et conseiller spécial d'Obama, à Steven Kappes et Michael Morrel, anciens et actuels cadres de la CIA, ceux qui ont appliqué ces méthodes sans mollesse ni remord, restent aux commandes de l'appareil¹⁰. Obama n'était pas encore en fonction que les Ultras faisaient déjà campagne pour renvoyer le balancier politique, refermer cette malheureuse parenthèse de pusillanimité, mettre les États-Unis en position de victime et de légitime défense, et faire l'apologie de leurs crimes.

« *Depuis quelques jours, M. Cheney multiplie les exit interviews, les entretiens de fin de mandat, où il persiste dans sa défense de l'invasion de l'Irak ou du programme d'écoutes téléphoniques extrajudiciaires. Il y a quelques jours, il a conseillé à Barack Obama de bien réfléchir avant de fermer*

⁵ cf. *Le Monde*. 6 novembre 2008

⁶ *Le Monde*. 24 février 2009

⁷ cf. *Libération*. 25 juin 2009

⁸ cf. *Le Monde*. 8, 11, 26 et 27 avril 2009

⁹ Cf. *Le Monde*. 10 décembre 2008

¹⁰ cf. *Le Monde*. 17 janvier, 7 février, 14 février, 2009

Guantanamo. "Si les démocrates ne continuent pas ces programmes, ils mettent la nation en danger", a-t-il assuré. Pour Dick Cheney, la présidence de Bush doit être créditée d'un succès majeur : depuis 2001, il n'y a pas eu d'attentat sur le sol américain. "Nous avons réussi à interrompre, bloquer, ou défaire toute autre tentative d'Al Qaida." (...) À ce jour, il est le plus haut responsable américain à avoir admis publiquement l'usage du waterboarding (simulation de noyade) lors des interrogatoires de prisonniers soupçonnés d'appartenir à Al Qaida. Selon la presse, il l'a fait parce que la CIA a souhaité protéger ses agents contre d'éventuelles poursuites après le changement de gouvernement. »¹¹

« L'Amérique n'a pas connu d'attentat terroriste sur son sol depuis plus de sept ans. » Le président sortant s'est félicité d'avoir créé le département de la sécurité nationale, transformé l'armée, le FBI (la police fédérale), les services de renseignement, et mis en place de nouveaux instruments pour « surveiller les mouvements des terroristes, geler leurs avoirs financiers et déjouer leurs complots. » (...) Mais il a mis en garde contre le laisser-aller. « Nos ennemis sont patients et attendent de frapper de nouveau. » Son conseil : "Ne jamais baisser la garde". »¹²

Le Journal du Dimanche résume dans le traditionnel article sur « les cent premiers jours d'Obama à la Maison Blanche » : « Ainsi le Patriot Act, la fameuse loi post-11-Septembre dénoncée en son temps comme liberticide, ne semble pas en voie d'être révisée. »¹³

Obama lave plus blanc, mais pas pour longtemps. Son élection ne change rien à l'état du monde, ni aux raisons, irréductibles et souterraines, de la « Global war on terrorism ».

II

Le 12 novembre 2008, le glaciologue grenoblois Claude Lorius recevait le prix Blue Planet de l'Asahi Glass Foundation, « l'une des plus prestigieuses récompenses internationales dans le domaine de l'environnement. »¹⁴ L'Asahi Glass Company, une filiale de Mitsubishi, fabrique du verre pour les industries de l'automobile, des biotechnologies et de la chimie. Activité nuisible au service d'autres nuisibles. Pour verdir son image, l'Asahi Glass Foundation a créé en 1992, lors du « sommet de la Terre » de Rio de Janeiro, ce prix voué à récompenser chaque année deux lauréats à l'origine d'avancées scientifiques capitales en matière d'environnement, et doté d'un montant de 300 000 € environ. Et pour ce prix-là, ou pour la moitié plutôt, qu'a découvert Claude Lorius ? Il semble le premier, en 1987, avec ses collègues du Laboratoire de Glaciologie et de Géophysique de l'Environnement, à avoir annoncé le réchauffement climatique de deux à quatre degrés d'ici à 2050. Réchauffement « relativement récent ».

Q) – Qu'est-ce que vous appelez une époque relativement récente ?

R)– Au cours des deux derniers siècles, qui ont correspondu à la naissance, puis au développement de la grande industrie.

Q)– Qu'est-ce que vous avez constaté ?

R)– Une augmentation considérable du pourcentage de gaz carbonique dans l'atmosphère. 25 % de plus depuis le début du XIX^e siècle.

Q)– La raison ?

R)– Vous la connaissez. La déforestation, mais aussi, pour 80 %, la combustion des sources d'énergies fossiles : le charbon, le pétrole, le gaz. Actuellement, l'homme rejette dans l'atmosphère, par toutes les cheminées et tous les pots d'échappement, 20 milliards de tonnes de gaz carbonique par an.

Q) – Vous avez dit 20 milliards de tonnes ?

¹¹ Le Monde. 16 janvier 2009

¹² Le Monde. 17 janvier 2009

¹³ Le Journal du Dimanche. 26 avril 2009

¹⁴ Le Monde. 12 novembre 2008

R)- *Oui et c'est gigantesque quand on sait qu'un litre de gaz carbonique ne pèse que 2 grammes ! (...)* Donc cette hausse de température de 2° à 4° va avoir des conséquences sur le climat, sur le régime des pluies ! Sur leur abondance ici, sur leur rareté là ; sur les ressources agricoles – à une époque où la terre aura plus de 6 milliards d'habitants.

Q)- *Chiffre prévu aux alentours de l'an 2000... et 8 à 9 milliards en 2050 !*

R)- *Vous imaginez tous les problèmes économiques, sociaux, politiques qui risquent de se poser. (...)*

Q)- *Et à partir de ces études, proposer, j'imagine des solutions ? (...)*

R)- *Il n'y en a que trois : empêcher, limiter ou s'adapter... mais soyons réalistes. Empêcher est impossible. Il ne faut pas rêver : on ne va pas empêcher l'homme de rouler en voiture ou d'avoir un frigo. D'autant que dans le monde de demain, on n'assistera pas seulement à un accroissement de la population mondiale. On verra augmenter les besoins d'énergie...*

Q)- *Conclusion ?*

R)- *Eh bien, il va falloir que l'homme s'impose des limites, ou s'adapte. »¹⁵*

Les simples terriens n'avaient pas attendu l'expertise de Lorius et de ses collègues pour constater que le temps était détraqué, et qu'il n'y avait plus de saisons. Beaucoup, depuis longtemps, poussaient la précaution jusqu'à recommander le bon air de la campagne aux malades et aux enfants, ce qui était *a contrario* dénoncer l'air malsain des villes et zones industrielles. Bien avant que le climatologue James Hansen n'ait alerté des périls du réchauffement climatique en 1988, ou que le chimiste Paul Crutzen, Prix Nobel 1995, n'ait distingué une nouvelle période géologique, l'« Anthropocène », débutant en 1784 avec l'invention de la machine de Watt, et inaugurant le lâcher dans l'atmosphère des gaz à effet de serre et des déchets volatiles qui imprègnent aujourd'hui jusqu'aux banquises et cimes himalayennes. Bref, n'aient reconnu une partie des ravages environnementaux qui sont loin d'épuiser les malfaisances de la société industrielle. Mais ce que chacun pouvait dire d'évidence cartésienne, de par son expérience propre, ne pouvait être reçu que comme superstition par la technarchie, tant que ses experts autorisés n'avaient pas démontré et chiffré cette évidence. Les champions du retour au village et à la paysannerie traditionnelle devraient pourtant se garder de tout triomphe hâtif. Selon une théorie âprement discutée dans les milieux géo-climatiques, l'impact de l'homme sur le réchauffement remonterait à 8000 ans, soit « à la diffusion de l'agriculture en Europe et en Asie Occidentale, cause de déforestation plus ou moins massive. »¹⁶ Le riz étant de toutes les cultures céréalières, la plus émettrice, et de loin, de méthane.

Quant à la conclusion du grand savant, elle vérifie sur mesure son aveuglante étroitesse de vue et celle de ses pareils. Sans remonter au servage ou au féodalisme, voici deux siècles, depuis la « naissance » et le « développement de la grande industrie », que la classe dominante et ses décideurs imposent au « tiers » comme au « quart » monde de se « limiter » et/ou de « s'adapter » pour le bien de l'économie, le seul bien commun, et prioritaire à ses yeux. « L'homme » pour Claude Lorius, c'est l'homme comme lui, propriétaire d'une sympathique résidence dans le Grésivaudan, douillettement entretenu par l'Université, sans préjudice des prix et des primes, et qu'on ne va tout de même pas empêcher de rouler en voiture ou de remplir son frigo.

Vingt années passent et derechef, « l'expert du climat » en appelle à « un sursaut de l'homme ». « *Honnêtement, je suis très pessimiste... Il est difficile de dire si on a dépassé les limites, mais il est évident qu'on va subir un réchauffement : on prévoit d'ici la fin du siècle un bond climatique qui pourrait être équivalent à celui que la planète a franchi en dix mille ans pour passer de l'âge glaciaire à l'holocène ! Et je ne vois pas que l'homme ait actuellement les moyens d'inverser la tendance. (...)*

C'est sûr, nous aurons des catastrophes, des cataclysmes, des guerres. Les inondations, les sécheresses, les famines s'amplifieront, mais l'homme sera toujours là. (...)

L'occupation des sols, l'utilisation des ressources, la gestion de nos déchets sont autant d'agressions à la planète qui relèvent de l'homme et le menacent. Pour le réchauffement climatique, la question de l'énergie est le levier essentiel. Au XX^e siècle, alors que la population était multipliée par quatre, la consommation d'énergie dont dépendent les émissions de gaz carbonique était multipliée par 40 !

¹⁵ *Dauphiné News* n° 9/10. Juin 1989

¹⁶ *Le Monde*. 25 décembre 2008

Certains affirment aujourd'hui que la courbe d'augmentation de la population va se calmer. Sans doute. Mais la courbe de la consommation d'énergie, elle, n'a aucune raison de plonger ! (...) Le développement durable est une notion à laquelle je ne crois plus. (...) Avant, j'étais alarmé, mais j'étais optimiste, actif, positiviste. Je pensais que les économistes, les politiques, les citoyens pouvaient changer les choses. J'étais confiant dans notre capacité à trouver une solution. Aujourd'hui, je ne le suis plus... sauf à espérer un sursaut inattendu de l'homme. »¹⁷

Il s'en faut de beaucoup, bien sûr, pour que la seule crise climatique menace la survie de l'espèce humaine. Chaque société environnementaliste, chaque spécialiste du milieu, alerte contre son fléau favori, sans écarter la conjonction de la désertification, de la déforestation, de la destruction des sols, de l'épuisement de l'eau, de l'extinction de la faune, de l'empoisonnement industriel, des épidémies infectieuses, etc., ni la probabilité d'« accidents » et de « catastrophes » aussi fatals que les éruptions dans une zone volcanique. C'est même devenu le sermon incessant des États, des entreprises, des corps sociaux et des esprits civiques. Il s'en faut d'autant pour qu'un Lorius soit le seul scientifique à nous aviser du désastre final, dû tout d'abord à sa corporation, et si longtemps nié par elle. Outre ses collègues climatologues, les chimistes et les biologistes qui nous informent des progrès de la stérilité humaine, des toxiques dans le milieu et les organismes, les physiciens qui comptabilisent l'entassement de nouveaux déchets nucléaires à espérance de vie multi-millénaire, sont apparus des scientifiques qui, tels de grossiers luddites, dénoncent dans le progrès technologique la cause la plus assurée de notre fin prochaine. Sans doute avait-on déjà connu depuis les attaques au gaz et à l'arme atomique, les jérémiades éthiques du grand savant prétendant soulever la conscience universelle contre les dévoiements guerriers de ses pures recherches. Conférences, appels, chartes, hommages à Rabelais, « *Science sans conscience* », etc. Rituel qui ne suscitait plus que des haussements d'épaules, ruminations moroses, et même rien du tout. L'informaticien Bill Joy, directeur scientifique de Sun Microsystems, fracasse cette apathie en désignant les bio et nanotechnologies, la robotique, la génétique et l'informatique comme les activités les plus hostiles à la survie de l'humanité et en ratifiant pour partie le manifeste de Theodore Kaczynski, alias *Unabomber*, « *La société industrielle et son avenir* »¹⁸, dans son article de *Wired* : « *Pourquoi le futur n'a pas besoin de nous* » (avril 2000). En 2003, Martin Rees, astronome et membre de la Société royale britannique publie « *Notre siècle final ?* »¹⁹, nouvelle mise en garde contre les menaces technologiques – nucléaire, nano et biotechnologies, intelligence artificielle, génie génétique etc. - imité l'année suivante par Jacques Blamont, astrophysicien et membre de l'Académie des sciences, avec son « *Introduction au siècle des menaces* ».²⁰ Ces tardives alarmes profitant, en France au moins, de l'attention suscitée par l'opposition aux chimères génétiques.

Il y a quelque chose de titanique dans ces mondanités, ces honneurs, ces médailles, ces prix remis en grandes pompes par des sociétés industrielles, à des préposés corrects et compétents, qui leur expliquent factuellement, doctement, la catastrophe qu'elles nous infligent. De titanique en référence au *Titanic*, bien sûr. La métaphore du bateau le plus grand, le plus perfectionné, naufragé par un iceberg et sombrant au son de l'orchestre reste sans cesse plus inévitable, tel le sentier battu qui à force de passages se change en collecteur, en autoroute obligatoire. Elle finit par acquérir la fatalité d'une prophétie mythique ou religieuse, d'un « grand récit » qu'il serait vain de tenter de démentir, à l'accomplissement de laquelle on ne peut que, *volens nolens*, contribuer. Par accoutumance culturelle, esthétique et morale, peut-être. La parabole est brève, frappante, harmonieuse – un début, un développement, une fin - tout ce qui naît doit mourir, et n'avons-nous pas mérité notre châtiment après tout ? L'orchestre, cette fois, célèbre celui qui annonce le naufrage qu'on ne fait rien pour éviter, chaque jour moins évitable. Ainsi après la réussite sociale et la réussite dans la contestation, qui était la manière détournée de faire son chemin, voit-on apparaître la réussite dans la catastrophe qui constitue une sorte d'apogée.

¹⁷ *Le Monde*. 12 novembre 2008

¹⁸ In « *L'effondrement du système technologique* », éditions Xenia. 2008

¹⁹ éditions Lattès. 2004

²⁰ éditions O. Jacob. 2004

Le 30 janvier 2009, quelques semaines après la réception de son prix Blue Planet, Claude Lorius reçoit « l'hommage » des Grimpeurs des Alpes, de la Maison de la Nature et de l'Environnement de l'Isère et de la mairie de Grenoble lors d'une soirée à la Maison du Tourisme. De jeunes militants en profitent pour solliciter sa signature au bas d'une pétition contre un projet de rocade et de tunnel routier à l'entrée de la ville – la moindre des choses quand on s'alarme des émissions exponentielles de gaz à effet de serre. Lorius refuse au motif que Michel Destot, le maire de Grenoble « *m'a remis une médaille, si je signe, il ne va pas être content.* » Preuve qu'il ne s'agit pas d'une simple boutade sénile, l'amateur de médailles revient dans cette même salle le 29 mai suivant tempêter contre la tenue d'une réunion consacrée à la critique de la recherche, autour du film et du livre de Jean Druon « *Un siècle de Progrès sans merci* »²¹. Au temps pour le « *sursaut inattendu* » des chercheurs bouffis de vanité.

Catastrophique réussite, donc, les dernières évaluations du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) ayant conclu à un dérèglement pire et plus rapide que prévu²². À moins, comme on nous le rabâche de plus en plus, que ce naufrage *ne soit une chance* ? Grâce, par exemple, à la taxation du carbone et au marché des échanges d'émissions. On sait qu'il revient à Nicholas Stern, économiste en chef et vice-président de la Banque mondiale, d'avoir convaincu les ploutocrates, dans un rapport fameux publié en 2006 par le gouvernement britannique, que si le dérèglement climatique était une réalité ruineuse, évaluée à terme à un coût de 5500 milliards d'euros, sa *gestion* pouvait se révéler selon le titre de son dernier livre « *une Ère Nouvelle de Progrès et de Prospérité* »²³. Le « *climatologue en chef de la Nasa* » estime, lui, qu'il est « *urgent de soutenir fortement la recherche et le développement sur les réacteurs nucléaires de quatrième génération.* »²⁴ Tandis qu'après avoir détraqué le climat par simple effet pervers, nos technocrates s'affairent à le manipuler comme n'importe quelle usine à gaz. Crutzen propose de le refroidir en répandant des particules de soufre dans l'atmosphère. James Lovelock, le « père de l'hypothèse Gaïa » converti au nucléaire, suggère d'installer des batteries d'ascenseurs à eau de mer pour fixer le carbone dans le plancton²⁵. Les scientifiques allemands de l'Institut Alfred-Wegener, et indiens de l'Institut national d'océanographie, se livrent, eux, à des semences de fer dans l'Atlantique pour capturer le CO₂.²⁶ L'astronome américain, Roger Angel, travaille à la mise en orbite de myriades de petits miroirs qui permettraient de dévier la lumière solaire. Peter Flynn de l'Université d'Alberta en tient lui pour un projet de banquise artificielle afin de relancer la circulation océanique, prépondérante dans la régulation du climat européen²⁷. Des projets médités dès les années cinquante par les criminels scientifiques von Neumann et Edward Teller, déjà producteurs de la bombe à hydrogène, afin de maîtriser « *l'arme climatique* ». L'objectif latent, de plus en plus revendiqué, d'un monde-machine aux mains de ses machinistes, se rapproche à la faveur du dérèglement. Plus que jamais, sa mécanisation fait de nos mécaniciens les maîtres de notre vaisseau terrestre, et les nôtres. Jamais, depuis les hiérocraies aztèque ou maya, dont les prêtres seuls connaissaient les mystères, ordonnaient les rites, opéraient les sacrifices nécessaires à la survie du soleil, à la pousse du maïs, à la subsistance du pays et de ses habitants, le pouvoir n'avait ainsi tenu à sa merci les sans-pouvoir.

À supposer qu'un pisse-copie quelconque recueille derechef dans vingt ans les geignardises de Claude Lorius, entre deux remises de médailles et parades en compagnie de gens d'affaires, politiciens et chercheurs, voués par ailleurs à l'essor de Technopolis, nul doute qu'il ne réitère ses vains regrets, remontrances et radotages. Tant pis pour le glacier de Sarenne, dans les Grandes Rousses, qui aura disparu à ce moment-là, sous l'œil attentif des climatologues, glaciologues, géophysiciens et ingénieurs, qui étudient son agonie depuis 1949²⁸.

²¹ Editions L'Echappée, 2009

²² cf. *Le Monde*. 14 mars 2009

²³ *The global Deal : Climate Change and the Creation of a New Era of Progress and Prosperity*. 2009
PublicAffairs

²⁴ cf. *Le Monde*. 4/5 janvier 2009

²⁵ cf. *Le Monde*. 28 septembre 2007

²⁶ cf. *Le Monde*. 11/12 janvier 2009

²⁷ cf. *Science et Vie*. Décembre 2006

²⁸ cf. *Le Daubé*. 12 décembre 2008

III

Le « sursaut inattendu de l'homme », nous le voyons déjà, et c'est la révolte. « *L'année dernière, plus de 30 pays ont connu des émeutes et des manifestations de la faim* » : Ban Ki-moon, secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et Al Gore, ancien vice-président des États-Unis²⁹. De la « crise de la tortilla » au Mexique, aux émeutes du Sénégal, d'Égypte, de Haïti, ou du Honduras, on a vu revenir, après cinquante ans de « lutte contre le sous-développement », l'ogre de cette famine que les agronomes et les économistes se vantaient d'avoir à jamais terrassé. Leur *Food and Agricultural Organization* (FAO) doit avouer pour 2008, « *une nouvelle aggravation de l'insécurité alimentaire* », avec « *près d'un milliard de personnes* », un Terrien sur six, victime de la faim³⁰. En 2009, cette Organisation de l'Alimentation et de l'Agriculture compte avec la même admirable précision environ 100 millions d'affamés supplémentaires, soit 11% de plus par rapport à l'année précédente, 1020 milliard de victimes en valeur absolue. Elle en dénombrait 875 millions en 1970.³¹ On croyait vivre dans « la crise » depuis le « choc pétrolier » de 1973, c'est-à-dire depuis la première manifestation du tarissement des matières fossiles, et le renversement du rapport de force entre l'offre et la demande. Crise dans la crise : « *Après la tornade financière qui a commencé de ravager l'économie américaine, voici la débâcle sociale.* » « *Le pays compte 10,2 millions de chômeurs* », et « *l'Amérique n'a jamais détruit autant d'emplois depuis 1945.* »³² Heureusement, le marché des émissions de gaz carbonique dont Obama a annoncé la création en 2012 devrait rapporter 80 milliards de dollars par an, dont 65 affectés à l'aide sociale et 15 aux « *technologies pour une énergie propre* »³³.

La « crise », c'est l'autre nom de la guerre toujours plus convulsive et versatile de tous contre tous pour ne pas perdre, et même vaincre, si possible, dans des conditions toujours pires. Tandis que l'administration Obama transfère en Afghanistan des troupes d'Irak, où, provisoirement, la guerre est gagnée sinon terminée, grâce à l'application virtuose de la stratégie contre-insurrectionnelle, un rapport des services de renseignement américains décrit l'aggravation du chaos mondial d'ici 2025, et le déclin de l'empire face à la Chine, fournissant déjà l'argument de prochains conflits³⁴. Le feuilleton médiatique crépite d'événements, de tendances, de péripéties, de griefs –d'ailleurs loin d'être fictifs– égrenés en sourdine ou clamés à pleines trompes suivant les besoins en ennemi. Le partenariat Chine-États-Unis se rééquilibre au profit de Pékin. La Chine comble son retard en matière de recherche. La Chine investit dans des usines à forte valeur ajoutée. *Chinafrique*. Drapeau rouge sur le continent noir. Les entreprises chinoises en Afrique. Pékin s'impatiente des attermoissements de Kinshasa dans un contrat minier de 7 milliards d'euros. Des navires chinois en route vers les côtes somaliennes pour lutter contre les pirates. Pékin veut construire un porte-avions et regagner sa puissance sur les mers. La Chine intimide un navire américain. Compétition sino-américaine. Washington entend répondre au défi de la montée en puissance de la marine chinoise et rassurer ses alliés (Taiwan, Japon, Corée du Sud). Chinalco prend deux sièges au conseil d'administration de Rio Tinto, le géant du fer anglo-australien. Offensive mondiale de la Chine pour « sécuriser » ses sources de matières premières. Préoccupations australiennes. Contrats pétroliers au Brésil et en Sibérie. Le directeur général de Total « ravi » de l'entrée d'un fonds chinois au capital du groupe. À peine émergée, la *Chimérica* est secouée par la crise. De la mirobolante « croissance à deux chiffres » ne reste qu'un misérable 5 % tandis que le chômage, les grèves, les émeutes, troublent « l'atelier du monde ». Chute des exportations. 20 millions de *mingong*, d'ouvriers-paysans, sur 130 doivent rentrer au village sans allocation. Les banques étrangères revoient leur stratégie d'implantation en Chine. Le chômage frappe les urbains et les diplômés. Barack Obama déclare la guerre monétaire à la Chine. Le grand refroidissement ? Une guerre des changes mondiale ? Les États-Unis peuvent-ils se permettre de ruiner leur banquier ? « *L'Amérique a besoin de notre argent. La relation sino-américaine est plus*

²⁹ cf *Libération*. 23 février 2009

³⁰ cf. *Le Monde*. 10 décembre 2008

³¹ cf. *Le Monde*. 20 juin 2009

³² cf. *Le Monde*. 7/8 décembre 2008

³³ *Le Monde*. 28 février 2009

³⁴ cf. *Le Monde*. 23/24 novembre 2008

importante que jamais pour eux car, désormais, ils ont réalisé que nous dépendions moins des Américains qu'ils ne dépendent de nous. » La Chine détient 693 billions de dollars en bons du Trésor américain. À l'ONU, la Chine défend une « vision différente » des droits de l'Homme. Prisons secrètes. 1200 personnes condamnées au Xinjiang en 2008 pour « mise en danger de la sécurité de l'État ». Violences et discriminations raciales : Pékin tance Washington sur les droits de l'Homme. A Pékin, Mme Clinton a privilégié la crise financière. Le Népal, théâtre d'une âpre lutte d'influence entre la Chine et l'Inde. La Chine, premier partenaire commercial du Brésil à la place des États-Unis. Exercices de guerre économique au Pentagone, avec la participation de financiers, de professeurs d'économie, de hauts fonctionnaires, de hauts gradés de l'armée et membres de la CIA : la Chine gagne à tous les coups. Le protectionnisme chinois inquiète l'Occident. Les Chinois imposent leurs prix sur le phosphore, le manganèse et les « terres rares » indispensables à l'électronique. Les programmes militaires ciblés « comme jamais » par les hackers chinois. Les États-Unis se préparent à la cyber-guerre...

À cette crise des crises, on connaît la seule et commune issue proclamée par les frères ennemis du pouvoir, au-delà de leurs rixes intestines : le sauve-qui-peut technologique. La recherche et développement. « L'innovation ». Les « cleantechs », « éco-technologies » ou « écologie industrielle » qui, à grandes « relances » et « Green New Deal », produisent la reverdie de la croissance, du capitalisme, de la nature elle-même. C'est en tout cas le projet de sauvetage et de régénérescence dans lequel communient, toutes querelles à part, et dans l'émouvante unité des causes sacrées les puissants de ce monde : décideurs, politiciens, oligarques, technocrates et scientifiques, bref nos technarques conseillés par leurs clercs écologistes. Et que peut vouloir un Vert sinon une technologie, une croissance, un capitalisme, verts ? « *Un New Deal européen, écologiste et social* » suivant Dominique Voynet, sénatrice-maire et légume Verte³⁵, qui réclame des « *investissements publics massifs* » dans « *les transports, le bâtiment, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, l'agriculture* » afin d'inventer « *un nouvel État-providence* » sous l'invocation d'Obama thaumaturge, le mage qui recycle les ordures de l'économie et les ravages de la société industrielle en Eldorado Haute Qualité Environnementale. Je dirais même plus, dit Nathalie Kosciusko-Morizet, alors secrétaire d'État à l'écologie : « *Écologie-économie, même combat. Nous faisons le pari d'une économie nouvelle qui sait que l'environnement est un investissement, l'instrument de notre compétitivité. Cette approche qualitative est à l'origine d'un gain potentiel de croissance que nous évaluons à 0,8 %, à une augmentation de valeur ajoutée nationale de 15 milliards d'euros, qui représentent 500 000 emplois !* »³⁶ Déjà, la région Rhône-Alpes et le Grand Lyon, à la recherche de nouveaux débouchés pour leurs industries de pointe, « *surfent sur cette vague porteuse en se positionnant pour devenir l'épicentre des cleantech en France.* »³⁷

Il ne serait que trop plat et facile de multiplier les attestations du nouveau poncif de la pensée officielle. Ban Ki-moon, secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Al Gore, ancien vice-président des États-Unis, Achim Steiner, directeur du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, Jean-Louis Borloo, moulin à vent de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, Michel Barnier, ex-ministre de l'agriculture, et leurs milliers de semblables nous martèlent pédagogiquement les nouveaux mots d'ordre. « *Investir dans une économie verte n'est pas une option mais un investissement intelligent pour un avenir plus équitable et plus prospère* ». ³⁸ « *Le développement durable est le fondement même de la compétitivité de demain* ». ³⁹ « *L'écocroissance nous apportera du pouvoir d'achat, créera de l'emploi et développera nos territoires.* » ⁴⁰ Et Barack Obama lui-même : « *Il n'y a pas de contradiction entre la croissance économique et des pratiques écologiques robustes. Nous allons créer des millions d'emplois, avec un plan de relance qui verra les Américains construire des parcs d'éoliennes, des panneaux solaires et*

³⁵ cf. *Le Monde*. 12 novembre 2008

³⁶ cf. *Le Monde*. 24 octobre 2008

³⁷ cf. *Le Daubé*. 4 décembre 2008

³⁸ *Libération*. 23 février 2009

³⁹ *Le Monde de la compétitivité*. 4 décembre 2008

⁴⁰ cf. *Le Monde*. 24 mars 2009

des voitures propres. »⁴¹ Fin juin 2009, les médias claironnaient l'aube de la « *révolution verte* » selon Obama avec pour « *première victoire* » la création par le Congrès d'un marché d'émissions de CO₂.⁴²

Magie des mots : il suffit d'affubler de qualificatifs « verts » ou « durables » les entreprises et les administrations du ravage pour en faire, d'une épithète, les héros du sauvetage sans douleur et du renouveau de nos conditions de vie résiduelles. Ainsi la « *green team* » d'Obama sera chargée de l'énergie et de l'environnement. À la tête du ministère de l'énergie - 100 000 fonctionnaires et 23 milliards de dollars de budget - Obama a nommé Steven Chu, Prix Nobel de physique 1997, promoteur des biocarburants et de la biologie synthétique en partenariat avec British Petroleum. « *La désignation de M. Chu a été accueillie avec enthousiasme par les défenseurs de l'environnement.* »⁴³ Pourquoi pas, puisque Suez Environnement, Areva, Rio Tinto et le Conseil Mondial des Affaires pour le Développement Durable se rangent désormais parmi ces défenseurs ?⁴⁴ Puisque, pour recruter des ingénieurs, EDF se flatte sur de pleines pages de bleu ciel et de vert prairie ornées de tours de refroidissement nucléaires, de « *concilier progrès et environnement* »⁴⁵ ?

La contraction du monde et la destruction de nos conditions de vie offrent l'occasion d'un ultime mouvement de lotissement, appropriation, et marchandisation des ressources résiduelles. L'eau et l'air après la terre et les minerais. Ruée vers l'Arctique dépouillé de sa banquise par les États riverains. Ruée sur « *les fonds marins, objet de convoitise* » des États côtiers jusqu'aux limites des plateaux continentaux, à des centaines de kilomètres⁴⁶. « *Le marché du dessalement de l'eau de mer va exploser dans les années à venir* » selon le directeur général de Suez Environnement⁴⁷ ; Via Marina, une start-up fondée par un polytechnicien propose la création de « *rivières sous-marines* », c'est-à-dire de conduites de quatre mètres de diamètre au fond de la mer pour exporter, par exemple, l'eau du Rhône au Maghreb ou à Barcelone⁴⁸ ; le pôle de compétitivité Axelera de la région Rhône-Alpes a lancé en avril 2009 un programme de recherche - piloté par Suez Environnement - sur la dépollution des eaux contaminées aux PCB, dont les responsables évaluent à « *10 milliards d'euros le marché européen* »⁴⁹, cependant que les émissions de gaz carbonique sont devenues un marché et une source de taxes en expansion. Suggérons dans un même esprit positif et pour le bien public, l'instauration d'un permis de respirer individuel et d'usage solaire, moyennant un droit raisonnable, et pas plus utopique que l'impôt sur les portes et fenêtres jadis créé par le Directoire.

Le « *green business* » fournit au capitalisme des débouchés scrutés avec avidité par les PME innovantes, les cabinets de conseil et de marketing et les multinationales qui, ayant œuvré à la destruction du milieu, connaissent mieux que quiconque les enjeux de ce marché prometteur. Expert en opportunités extra-éditoriales, *Le Monde* ne s'y est pas trompé, qui a consacré ses Rencontres professionnelles de mars 2009 à la question « *Green business : comment réinventer un modèle ?* ». Des représentants d'EDF, de Philips, d'Ernst & Young, de TNS Sofres, du réseau Biocoop, du ministère de l'écologie, de l'Ademe ou du WWF, animés par la rédaction du journal, ont pu affûter leurs argumentaires sur « *les raisons du changement annoncé* », sur « *le management environnemental, l'indispensable transition* » sans oublier bien sûr d'« *innover pour produire autrement.* » Ils se sont, on l'espère, inspiré avec profit de l'exemple de Bernard Arnault, PDG de LVMH, qui vient d'investir dans Edun, la boîte éthique branchée de Bono, chanteur durable, qui vend T-shirt et jeans de luxe certifiés « bio »⁵⁰. Ou de celui du Centre technologique de la biodiversité de

⁴¹ cf. *Le Monde*. 17 décembre 2008

⁴² . *Le Monde*. 28-29 juin 2009

⁴³ cf. *Le Monde*. 17 décembre 2008. *Le Nouvel Observateur*. 18 décembre 2008

⁴⁴ *Le Monde*. 11 octobre 2008

⁴⁵ cf. *Le Monde*. 20 janvier 2009

⁴⁶ cf. *Le Monde*. 13 mai 2009

⁴⁷ cf. *Le Monde*. 16 mai 2008

⁴⁸ cf. *Le Monde*. 22/23 mars 2009

⁴⁹ cf. *Le Monde*. 27 mai 2009

⁵⁰ cf. *Le Monde*. 16 mai 2009

Linhares, au Brésil, spécialisé dans la remédiation des zones naturelles saccagées par l'industrie, en particulier minière⁵¹. Un marché florissant, comme celui, très en vogue, du tourisme labellisé « Planète en danger », telles ces croisières de la dernière chance vers les glaces polaires – dépêchez-vous de les photographier avant la fonte – agrémentées d'une conférence sur le réchauffement climatique « avec le célèbre glaciologue français Claude Lorius »⁵² - moyennant supplément, le conférencier vous montre aussi ses médailles. On voit qu'avec un peu d'imagination et d'esprit d'entreprise, le désastre écologique peut rapporter gros.

L'urbanisation redouble, à Nankin, Chongqing et dans toute la Chine, à Ekaterinbourg, en Russie, à Masdar et dans les émirats du Golfe, au Japon, en France et partout dans le monde, verte floraison de « villes écologiques », d' « éco-quartiers » et même de « gratte-ciels verts »⁵³, au sommet desquels on pourra installer des étables comme aux Pays-Bas ou faire de la culture hydroponique⁵⁴. Face à la destruction des sols arables et à l'explosion démographique de la « ville globale », les projets de « fermes verticales », suivant le néologisme retenu par la communication, se multiplient. « En 2050, la Terre comptera 3 milliards de bouches supplémentaires à nourrir. Avec l'agriculture traditionnelle, il faudrait un milliard d'hectares de nouvelles cultures, or 80 % de la terre arable est déjà cultivée, ce qui oblige à détruire les forêts pour gagner des parcelles. (...) On peut faire pousser toutes sortes de fruits et légumes dans des tours agricoles, et élever des poissons, des crevettes, des poules, des cochons... avec 50 étages, on peut nourrir 50 000 personnes ! » exulte un certain Dickson Despommier de l'Université de Columbia, à New York⁵⁵. Son collègue, le Français Jean-Claude Rey, a reçu, lui, la médaille d'or du Salon international des inventions de Genève pour sa proposition de « tour agricole (...) de 12 mètres de haut, occupant 144 m² au sol (qui) permet de réaliser 450 m² de cultures de légumes, de salades, d'herbes aromatiques et de fruits, pour un rendement égal à un jardin de plus de 1500m². »⁵⁶ Naturellement, si l'on ose dire, des panneaux solaires alimentent ces tours agricoles en électricité pour pomper l'eau « dans les citernes enterrées au pied de la structure » et arroser chaque bac selon un programme de gestion informatisée. Agro-industrie verte et solidaire : les tours agricoles intéressent non seulement les États mais leurs alter États, les organisations non gouvernementales. Dans des pays aux sols et à l'environnement dévastés, aux terres accaparées par des puissances étrangères ou des industries de « biocarburants » ou « biomatériaux », elles permettraient la production de spiruline, une algue riche en protéines à destination des affamés locaux.

Sous le nouvel ordre vert non seulement l'écologie est la condition d'une économie saine, d'une croissance durable, d'une compétitivité citoyenne, mais la technologie est la condition de l'écologie. Mieux, la technologie n'est rien d'autre que de l'écologie dans la production des matériaux, de l'énergie, des marchandises, etc. Ne vise-t-elle pas à faire toujours plus avec toujours moins ? Ou pour le dire comme Ellul, la fuite en avant technologique s'actualise dans les « cleantech », les « technologies vertes » ou « durables ». Optimisation des procédés, gains de productivité, réduction des coûts, l'efficacité technologique, la perpétuelle croissance de rendement au coût toujours moindre est en fait la première et la meilleure des gestions écologiques. Quitte à ce que cette constante diminution de la consommation de matière et d'énergie à la production suscite un surcroît de gaspillage. Nous avons aussi la solution à ce malheureux effet pervers et c'est pourquoi l'économiste Pavan Sukhdev du Programme des Nations Unies pour le développement, insiste comme la plupart de ses collègues pour « mettre un prix sur les services rendus par la nature ». « On ne peut pas gérer ce qu'on ne sait mesurer. Quel que soit le degré de difficulté, si nous voulons vraiment gérer notre sécurité écologique, nous devons trouver les moyens de mesurer les écosystèmes et la biodiversité tant d'un point de vue scientifique qu'économique. »⁵⁷ Sitôt dit, sitôt fait. Un rapport du gouvernement

⁵¹ cf. *Le Monde*. 15 août 2008

⁵² cf. *Le Monde*. 21 février 2009

⁵³ cf. *Le Monde diplomatique*. Août 2008

⁵⁴ cf. *New York Times*. 26 juillet 2008

⁵⁵ cf. *Le Monde*. 23 mai 2009

⁵⁶ Idem

⁵⁷ cf. *Le Monde*. 2 janvier 2009

français mesure désormais le prix de la biodiversité afin de pouvoir la gérer.⁵⁸ Il en coûterait 150 milliards d'euros par an de remplacer les abeilles et autres insectes pollinisateurs par l'intervention humaine. Un hectare de forêt vaut 970 €, un hectare de prairie, environ 600, et « la perte de biodiversité pourrait représenter 7 % du PIB mondial. 14 000 milliards d'euros par an. » d'ici 2050.⁵⁹ Ce qui revient à dire, à la lumière de l'histoire du capitalisme et de ses multiples « destructions créatrices », qu'un marché au moins équivalent s'ouvrirait aux mains invisibles des investisseurs. Il est certes préjudiciable à notre sécurité écologique que le soleil brille pour tout le monde mais l'on sait que, déjà, la pluie ne tombe plus pour tout le monde, et que la géo-ingénierie va permettre d'en finir avec cette désastreuse gratuité de la nature comme l'on a su, au fil des siècles, s'emparer de la plupart de ses produits et services, et mettre un prix dessus afin de les mesurer et gérer. L'orange terrestre sera pressée jusqu'à la dernière goutte de vie. Sans doute les rejets de saumures dues à l'explosion du marché du dessalement accéléreront-ils la destruction de « ressources halieutiques » déjà raréfiées, mais l'on trouvera bien le moyen de les décomposer et sinon, on lèvera une gabelle sur les « usagers » de l'eau. La disparition des sols laissera une clientèle captive aux nutriments synthétiques de la chimie alimentaire à laquelle on rééduque déjà les consommateurs lors de « semaines du goût » consacrées aux technologies alimentaires et à la bio en version industrielle⁶⁰.

Mais c'est le marché de l'énergie qui convulse de la plus vive panique, de la recherche la plus échevelée de nouveaux gisements, nouveaux combustibles, nouveaux procédés, nouvelles forces, infinies si possible. Le prix du lithium, métal rare et concentré dans les Andes et au Tibet, indispensable aux batteries de voitures électriques, « propres », bondit en cinq ans de 350 dollars la tonne à près de 3000.⁶¹ Les entreprises japonaises Sumitomo et Mitsubishi, la Sud-Coréenne LG alliée à General Motors, les Françaises Bolloré et Eramet assiègent le gouvernement bolivien pour obtenir les droits d'exploitation de ses gisements, entre deux cinquièmes et trois-quarts des stocks mondiaux de lithium. Ils y arriveront bien. Les pluies se raréfient dans le désert du Salar, le quinoa ne vient plus si bien, le lama périclite. Certes le minage du lithium requiert le pompage massif des nappes phréatiques, aggravant en retour l'aridité, mais les automobilistes rouleront « vert »⁶². L'Europe engouffre un milliard d'euros sur six ans dans la filière de l'hydrogène pour combler son retard sur les États-Unis, le Canada et le Japon⁶³. Une centaine de projets dans le monde œuvrent à la transformation de microalgues en biocarburants cependant qu'« en partenariat avec l'École des Mines », Nestlé, Schneider Electric, PSA Peugeot Citroën, L'Oréal, Arkema accélèrent la recherche sur les « bioplastiques », maïs, pommes de terre, souvent des chimères génétiques qui envahissent les terres arables résiduelles⁶⁴. On vous passe le détail de ce haletant concours Lépine planétaire : la géothermie, les complexes d'éoliennes, la fusion nucléaire, les hydroliennes pour l'exploitation des courants, vagues et marées, le moteur à air comprimé... la plus haute, la plus ardente, la véritable ambition étant le captage et la maîtrise de l'énergie solaire. Une « énergie propre » selon les industriels et les écologistes unis dans un même enthousiasme. Panneaux solaires, chauffe-eau solaires, centrales solaires ; l'électricité d'origine solaire représente aujourd'hui 1% de la production d'énergie mondiale, 24 milliards d'euros de chiffre d'affaires mondial et une croissance de 40% par an⁶⁵. Les laboratoires du monde entier, en France, ceux d'EDF et du Commissariat à l'Énergie Atomique, se livrent une concurrence acharnée pour produire la plus efficace, la moins chère, la mieux conductrice des cellules photovoltaïques. Les plus hauts rendements et les meilleurs matériaux proviennent des nanotechnologies qui permettent des fabrications aux échelles les plus fines. Où l'on voit bien que les technologies en général, les nanotechnologies en particulier, ne sont que de l'écologie sous un autre nom. Et d'ailleurs, l'ingénu rubricard du *Monde*, en charge de l'environnement qui, cent cinquante ans après Marx, découvre, tel un novice du Nouveau Parti Anticapitaliste, que l'extraction de plus-value

⁵⁸ cf. « Approche économique de la biodiversité et des services liés aux écosystèmes », avril 2009. Disponible sur www.strategie.gouv.fr

⁵⁹ cf. *Libération*. 11 mai 2009

⁶⁰ *Le Daubé*. 13 octobre 2008

⁶¹ cf. *Le Monde*. 8 octobre 2008

⁶² cf. *Libération*. 5 mai, 1^{er} juin 2009

⁶³ cf. *Le Monde*. 22 octobre 2008

⁶⁴ cf. *Le Monde*. 23 octobre 2008, 20 juin 2009

⁶⁵ cf. *Le Monde*. 16 août 2008. 31 août 2008. 6 septembre 2008. 27 septembre 2008

détruit les conditions mêmes de la survie, non seulement pour les prolétaires mais pour le milieu⁶⁶, n'a rien à redire contre une industrie du solaire aux mains du complexe techno-scientifique. Le pouvoir va au pouvoir. Ceux qui détenaient le charbon, le pétrole, le nucléaire, l'énergie, continueront grâce aux lois, aux brevets, aux capitaux investis, au gigantisme des moyens de production, à la complexité des technologies, d'avoir à peu près toute-puissance sur les sans-pouvoir. Et l'on sait qu'en ce qui concerne les nanotechnologies, cette toute-puissance vise rien moins que l'avènement d'un nanomonde ; homme et monde-machine réglés, optimisés, automatisés. Mais, dit le National Intelligence Council, la coupole des services de renseignement américains, « *les nouvelles technologies énergétiques ne seront probablement pas commercialement viables et répandues en 2025.* »⁶⁷

Le seront-elles jamais ? C'est l'enjeu de la course éperdue entre l'épuisement des matières fossiles et l'émergence des hypertechnologies. Faire la soudure. Le saut le plus rapide possible dans l'artificialisation et la production de synthèse ou la chute, les ruines et la poussière.

IV

Entré dans ces turbulences dont il ne sortira peut-être plus, le Système et ses sous-systèmes ont plus que jamais besoin d'ennemis pour sauver ce qui peut l'être d' « harmonie sociale », comme disent les despotes chinois. Hungtinton est mort et le « choc de civilisation » entre Islam et Chrétienté n'est qu'un exercice, un épisode. L'Autre, l'ennemi véritable qui hante nos imaginaires, c'est le Péril jaune, innombrable et grouillant, fanatique et démoniaque, au point de surpasser notre technologie et de nous devancer dans la fusion homme-machine. Tous les griefs subsistent à toutes fins utiles : la mémoire de la guerre de l'opium, du sac du Palais d'Été et des traités inégaux, la soif de revanche, la question du Tibet ou celle de Taiwan, « l'île rebelle », la tentation de la Sibérie et de l'Asie centrale, si vides, si riches, si proches, les conflits économiques et financiers, et surtout pour l'accès aux marchés et aux matières premières, la rivalité techno-militaire, et jusqu'au mince prétexte des droits de l'homme. Mais plus que tout une logique narrative, historique, culturelle, gravée dans les replis les plus reptiliens de nos cerveaux. Il n'y a rien de plus excitant, de plus contagieux, qu'un beau combat. Deux champions, c'est un duel au défi, des seconds qui s'affairent, des partisans qui se rangent en bataille, des spectateurs exaltés, une mêlée générale, une guerre totale, des exploits, des revers, des triomphes. Bien avant la guerre du Péloponnèse entre Sparte et Athènes, on savait qu'il n'y avait qu'un titulaire à l'hégémonie. Et plus égaux, symétriques et formidables ces deux champions, de leur puissance propre et des défaites infligées à leurs précédents adversaires, plus fatal, impératif et réclamé, ce duel final pour décider du plus fort. Déjà des ganaches tel ce Lavarini qui se présente comme le « *Père de la première arme laser française et ancien expert pour les questions de défense auprès du Premier ministre* », appelle la France à rejoindre l'Otan, et « *l'Europe-Union* » à se doter d'un bouclier nucléaire face aux « *masses (...) de l'Eurasie dotée d'armes de destruction massive.* » « *... Parmi tous les risques que la France devra affronter le risque de destruction pourrait croître lorsque les colosses euroasiatiques seront en situation de disputer l'hégémonie aux États-Unis.* »⁶⁸ Des colosses qui, comme chacun sait, « *n'attachent pas le même prix à la vie* » que nous autres Occidentaux cartésiens. Dans le roman occidental, les Hans incarnent obscurément le retour des Huns. Ce qui nous est annoncé, c'est une nouvelle bataille des Champs Catalauniques, à coups de missiles, quelque part au-dessus de l'Oural, entre les États-Unis et leurs alliés européens, et la Chine et ses alliés asiatiques. On reconnaîtra vite qu'en regard de ces « *énormes masses* » de robots hérissés de « *massues thermonucléaires* » et de javelots laser, les musulmans sont des romantiques, nos cousins du Livre et nos voisins de Cordoue. Ce qui n'interdit pas en attendant de malaxer le « *bourbier afghan* », ou de laisser croître un terrain vague entre la mer et les sables de Somalie, « *zone de non-droit* » idéale pour les opérations de police contre les pirates. Ces lignes qui pouvaient au moment de leur écriture paraître

⁶⁶ cf. *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*. Hervé Kempf. Le Seuil 2009 et *Enquête sur la situation de la classe laborieuse en Angleterre*. Engels. 1845

⁶⁷ *Le Monde*. 23/24 novembre 2008

⁶⁸ cf. *Le Monde*. 19 mars 2009

hasardeuses à nombre de radoteurs et autres pourfendeurs de « *l'islamophobie* » passeront à n'en pas douter pour une banalité depuis que Barack Hussein Obama est allé à l'Université du Caire prononcer son « *discours fondateur en forme de réconciliation avec le monde musulman* » - les Frères musulmans, selon *Le Monde*, se sont déclaré « *sensibles* » à cette ouverture.⁶⁹

Au temps pour la vanité de l'auteur, que ces pronostics demeurent en témoignage de l'évidence et de la vitesse d'événements qui semblaient si lointains et improbables voici peu.

Quant à l'ennemi intérieur, on sait que les périodes de crise sont aussi des périodes de *sélection*. Du mot « crise » découlent étymologiquement le crible, le crime, l'excrément, la discrimination, la critique, et bien sûr, l'hypocrisie, cette faculté d'interprétation. La crise est ce moment où sous le coup de la catastrophe – littéralement du *retournement*- épidémie, famine, séisme, intempérie, invasion, accident, discorde – la société mise sens dessus dessous retourne au chaos, à l'indifférenciation, à la décomposition, à la violence de tous contre tous (cf. René Girard. *La Violence et le Sacré. Le Bouc émissaire*, et toute la théorie mimétique). Le corps social malade, il faut purger et saigner, détruire les agents morbides qui l'infectent et le laissent sans défense face aux agressions et calamités. La crise est ce moment d'inquisition, de détection et de diagnostic, où chacun cherche sur autrui le mauvais signe qui dénonce le porteur du maléfice contagieux, tremblant qu'on ne le découvre sur lui et tâchant de se faire des alliés, d'être du plus grand nombre, d'être comme tout le monde. Tout le monde veut être comme tout le monde. Ce n'est vraiment pas le moment de se distinguer ou de se rendre intéressant. La responsabilité et la culpabilité oscillent, planent sur les têtes telle une risée qui blanchit un instant les crêtes des vagues. C'est que le mal est extrêmement vif et rusé, ses symptômes extrêmement plastiques et mutants. Heureusement, dans les sociétés primitives et traditionnelles – clans, villages, tribus-, l'expérience des anciens a permis peu à peu de distinguer les mauvais signes, et d'en transmettre la connaissance ou le moyen de les déceler aux générations suivantes. Ce peut être la gémellité « diabolique », ou l'hermaphrodisme, ou l'un des quatre B (borgne, bègue, boiteux, bossu), ou la rousseur, ou l'albinisme. Ce peut être le mauvais œil ou le mauvais esprit. Ce peut être le mauvais sort, le choix du hasard ou du destin. Ce peut être le déclin physique du roi dans les monarchies sacrées ou le délire d'une vieille folle, vouée au bûcher des sorcières. Ce peut être des prisonniers que l'on garde ou que l'on fait – et donc des guerres entreprises ou entretenues dans le but de se procurer les victimes du sacrifice, comme dans les sociétés amérindiennes-. Ce peut être n'importe quelle fraction de la population assez faible et désarmée, marginale en un mot, et pourtant assez intégrée pour être chargée des maux du corps social. Ce peut être n'importe quoi qui entraîne ou autorise la mobilisation – de l'anglais *mob*, foule, populace -, la fusion en meute violente, unanime, d'un ensemble jusque-là séparé, voire isolé, d'individus, contre le mauvais membre du groupe. Le nègre arrogant et lubrique au pays du lynchage, la mauvaise tête qui, tel l'ironique Socrate, met une mauvaise ambiance, essaime la mauvaise conscience. Ce peut être n'importe quoi qui déclenche la décharge meurtrière du tous contre un, et restaure la paix, l'ordre et l'unité du groupe, en le purgeant des souillures et des tensions internes. Deux remarques à propos du mécanisme victimaire. La première est son universalité. Il n'est pas de société, de communauté petite ou grande, primitive ou technopolitaine, villageoise ou étatique, qui ne soit régulée par cette alternance d'accumulation et d'expulsion violente des tensions. La seconde est qu'il ne fonctionne que dans sa propre inconscience, ou du moins sous un épais camouflage de *mauvaise foi*. Rares les persécuteurs qui s'avouent pour tels, ne serait-ce qu'à eux-mêmes, et jouissent en connaissance de leurs persécutions. C'est le fameux « *Père, pardonnez-leur, ils ne savent pas ce qu'ils font* » du Crucifié. Certes la lucidité revient avec la jouissance du massacre, des viols et des supplices, ou du moins la conscience de cette jouissance, de cette dilatation béate et générale qui baigne la communauté réunie et fusionnelle des massacreurs. Mais que ce soit vis-à-vis de l'opinion ou d'eux-mêmes, ceux-ci, nazis ou fanatiques du *Hutu Power*, par exemple, se présentent toujours en miroir, comme les victimes de leurs victimes, juifs ou Tutsis, et présentent toujours leurs crimes comme des actes de défense. Chacun sait qu'il n'en fut pas toujours ainsi, et que les massacreurs du temps jadis exultaient et se glorifiaient en toute innocence de leurs carnages. Mais, quoi, c'était le règne des forts et de la morale des maîtres, dont les valeurs n'avaient pas encore été renversées par celles des faibles et des esclaves. Ce sont du reste des lieux communs pour les ingénus comme pour les historiens, anthropologues, philosophes, etc., et notamment pour les

⁶⁹ cf. *Le Monde*. 11 juin 2009

adeptes de la théorie mimétique. Bref à peu près pour tout le monde sauf ceux qui devraient s'y intéresser au premier chef ; la kyrielle des prétendants à la transformation du monde, qui manquent rarement d'exhiber leur fière et monumentale ignardise. Il est vrai qu'eux non plus ne tiennent pas à savoir ce qu'ils font. Il n'est pas de panier de crabes ni de foire aux vanités plus ravagés par les rivalités mimétiques que ce milieu qui se proclame avec une modestie insurpassable, celui de la « radicalité ». Et d'autant plus qu'elles ne sont pas censées y exister, et encore moins s'exprimer, entre toutes ces bêtes qui veulent faire l'ange. D'où ce style ecclésiastique de la militance qui retrouve les détours extraordinairement tortueux et souterrains du ressentiment et de l'hostilité entre « très chers frères », décrits par Max Scheler dans sa phénoménologie parue en 1912.⁷⁰

En France, aujourd'hui, l'ennemi intérieur a deux alias : l'insécurité et le terrorisme. L'insécurité est endémique et alimente toujours plus les pages Faits divers et les journaux télévisés, dont elle fait de plus en plus souvent la Une. Ici une attaque des forces de l'ordre à coups d'armes de guerre ; là une fête de quartier qui dégénère en affrontements jeunes/policiers ; ici et là des violences « en marge des manifestations ». Elle offre le portrait-robot du jeune *d'Origine* dans un quartier *sensible*⁷¹. Pauvre, ouvrier, chômeur, délinquant – prolétaire en bref - étranger, *harraga*, brûleur de frontière ou enfant d'immigré ; hérétique, musulman de foi ou de culture ; visiblement différent dans sa peau, son nom, sa langue. À ces titres, comme membre des classes dangereuses et comme agent du parti de l'étranger, il concentre les traits propices à la haine du plus grand nombre et aux tracasseries du pouvoir. Jamais, depuis les guerres de religion et les révoltes ouvrières n'avait existé en métropole une aussi nombreuse population *en-dehors*. Jamais, non plus, le facteur ethnique n'avait été pareillement monté en épingle. Nul, dans nos guerres féodales, sociales et civiles, n'a combattu les Vendéens ou les Parisiens en tant que tels, mais ici des royalistes catholiques et là, des communards plébéiens. On sait que la France offrait pourtant un terrain « multi-ethnique » ; que les immigrés bretons, limousins, auvergnats, à Paris, parlaient chacun leur langue ; et que les interprètes subsistèrent jusqu'en 1914 dans les bataillons d'infanterie composés de paysans. La peste ethniciste est sortie des cadavres de la Guerre d'Algérie, guerre *civile*, dans des *départements français*, dressant un *ennemi intérieur*, quoique simple sujet, mais déjà porteur des menaces et des différences susdites (Arabe, musulman, prolétaire, agent de Moscou), contre l'État et la sécurité des populations. C'est alors que s'est constitué un dispositif d'emprise et de surveillance sous direction militaire, la DOT (1962. Défense Opérationnelle du Territoire), renforcée par le plan Vigipirate (1978) et porté à la puissance énième des technologies. L'accélération technologique et l'accélération sécuritaire n'étant que pile et face d'une même automatisation rationalisatrice. La gueule d'égout éructe tout haut ce qui se susurre tout bas à l'Institut des Hautes Études de la Défense Nationale et dans les cercles de stratégie du pouvoir, lorsqu'elle annonce la formation de « bandes ethniques », et l'éclatement de « guerres ethniques » dans les quartiers. Annonces infaillibles puisqu'elles visent et réussissent, de leur fait même, à tracer une ligne de différence entre « eux » et « nous », à élargir cette fracture jusqu'à l'irréductibilité. Manipulations réfléchies de pulsions primaires. Le roman et le creuset national auraient pu incorporer les sarrasins musulmans du Languedoc, de Provence, des Alpes, comme ils ont incorporé les païens normands de Scandinavie. Il y aurait une Maurienne comme il y a une Normandie, voilà tout. La raison d'État exigeant un ennemi intérieur, c'est la plus basse couche de la population, la plus marginale et la plus vulnérable, qui sert de repoussoir, fournissant épouvantails, souffre-douleur et têtes de turc. Mais de même que l'islamisme ne représente qu'un ennemi extérieur de transition, la population maghrébine et *d'Origine* peut n'être qu'une cinquième colonne de passage, une menace évanescence, l'inverse d'un repoussoir : un *attracteur*. L'ambivalence de la violence et du sacré entraîne à la longue, le « sacrifice » accompli, un renversement de sentiment, et de l'unanimité haineuse en unanimité adulante et fraternisation. C'est ce qui se joue dans le retour de mémoire autour des massacres de Sétif et de Madagascar, de la Bataille d'Alger et des paponnades d'octobre 1961. Mais qui peut dire le nombre et les noms de toutes les victimes, immigrés, enfants d'immigrés, abattues dans ce pays depuis juillet 1962, par des policiers, des gendarmes, des patrons de bistrot, des retraités, des concierges, des

⁷⁰ cf. *L'Homme du ressentiment*. Max Scheler. Gallimard

⁷¹ cf. *Terreur et Possession. Enquête sur la police des populations à l'ère technologique*. Pièces et Main d'œuvre. Editions L'Echappée. 2008. *L'ennemi intérieur. Généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine*. Mathieu Rigouste. Editions La Découverte. 2009

boulangers, des contremaîtres, des paysans, des « anciens d'Algérie » ou d' « AFN », des chasseurs, des supporters, des ivrognes, des crânes ras, lors de prétendues rixes, « bavures », faits divers enfouis, entrefilets dans les quotidiens de province et de banlieue. Où se trouve le mémorial gravé de leurs noms ? Quel livre en dresse la liste ? Raconte cette violence vindicative ? Ce demi-siècle durant lequel, sans atteindre l'ampleur et l'intensité de l'institution sudiste, a existé, en germe et en sourdine, une pratique française du lynchage⁷².

Le 16 décembre 2008, *Le Monde* qui a ses entrées auprès du pouvoir, publie une page de louanges à la gloire de Yazid Sabeg, une bombonne barriste, bombardé « *Le Robin des beurs* ». « *Au lendemain de l'élection de Barack Obama, l'homme d'affaires d'origine algérienne a publié un manifeste pour l'égalité intitulé : « Oui nous pouvons ! » Homme de réseau, il est le chantre de la discrimination positive.* » Le lendemain, quelle surprise, Sarkozy annonce la nomination du chantre au poste de « *commissaire à la diversité et à l'égalité des chances* »⁷³. En quoi ce dernier aura eu bien raison de chanter la « *discrimination positive* ». Certes, la création d'une telle fonction, suivie de celle d'un « comité pour la mesure de la diversité et l'évaluation des discriminations », signifie que le pouvoir n'a pas renoncé à retourner le couteau ethnique dans la plaie des divisions populaires. Quand on aime, on ne compte pas. On laissera aux ségrégateurs de tous goûts et de toutes couleurs, le soin d'applaudir au perfectionnement du recensement, outil premier de la police des populations.

La promotion et la réussite d'une poignée d'arrivistes, fantoches médiatiques et politiques, pantins sportifs et marionnettes du spectacle, pourrait n'être qu'un leurre. Un panneau pour accréditer la fable républicaine de « l'égalité des chances », pour consoler et dissimuler l'immense masse des vaincus inévitables et programmés.

L'émergence d'une « *beurgeoisie* » et l'institutionnalisation de l'islam (mosquées, écoles, Conseil français du culte musulman), pourrait n'être que la part du feu. Une manière de récupérer la minorité « évoluée », et de priver la foule des laissés pour compte de ses meneurs. Le recrutement de « jeunes-des-quartiers » au moment où l'armée professionnelle et technologique réduit toujours plus ses effectifs (moins 54 000 sur 320 000 d'ici 2015) pourrait n'être que l'énième manière d'infiltrer, embrigader, diviser, de se procurer de la chair à canon à vil prix. La même remarque valant pour la police et surtout pour les milices privées en plein essor. Vigiles et gardiens au nombre de 159 000 aujourd'hui dépasseront l'ensemble des 250 000 policiers et gendarmes en légère réduction, avec la création d'ici 2015 de 100 000 emplois supplémentaires. Idem, l'embauche de jeunes d'Origine dans le secteur public, notamment dans les services municipaux, pourrait ne sembler que du clientélisme, au même titre que l'enrôlement des « grands frères », ou la fréquence de délégués syndicaux aux patronymes arabes ou africains. Chacun de ces indices d'incorporation des populations d'Origine à l'ensemble de Souche pourrait n'être qu'imposture et poudre aux yeux. Ce qui va de soi ne se dit pas.

Quand un poste, un succès, une position en vue ou une affaire lucrative, échoient à des ressortissants de Souche, le bruit public ne s'empresse pas de souligner leur ascendance, pour s'en féliciter. Le faire pour les ressortissants d'Origine, c'est exhiber leur exception – « préfet musulman », « journaliste noir »-, voire leur infériorité, au prétexte doucereux d'en proclamer l'abolition. La cicatrice demeure, souvenir incarné, prête à l'ouverture au gré du besoin et des circonstances. Mais, quoi, s'il le fallait pour le bien de l'ordre et de l'unité collective, et qu'on n'ait pas de malfaisants plus appropriés sous la main, on renverrait les Normands par pleins drakkars au Danemark – au motif par exemple d'une redoutable maladie génétique. Et les analyses, justement, permettraient d'identifier les descendants de cette blonde et belliqueuse minorité visible aux yeux bleus : le sang ne ment pas. Sans compter d'irréductibles traits d'ivrognerie, de cuisine aux lipides et de paganisme intégriste, inacceptables dans une société saine, rationnelle, optimisée aux normes les plus rigoureuses.

Ce qui nourrit l'apparence d'une incorporation des populations d'Origine – partielle, fragile, réversible- à l'ensemble de Souche, ce n'est pas tel ou tel indice, mais leur addition. Et puis l'attraction des corps. Prestiges noirs ou bruns, de la différence, de la minorité, du *mauvais garçon* ou de la fille interdite. Désirs rebelles, crâneurs et réciproques. Pêle-mêle d'enfance, de jeunesse, de voisinage. Malgré les brutes – à cause des brutes- des barbous, des barbons, et des barbantés, des

⁷² cf. *Le lynchage aux États-Unis*. Joël Michel. Editions La Table Ronde. 2008

⁷³ cf. *Le Monde*. 19 décembre 2008

mœurs régressives et réclusives, les transfuges et fugitifs des cellules familiales, tissent et métissent le peuple, toujours recommencé. Ce moment témoigne – enfin- d'un relatif épuisement de la désignation ethnique au profit d'un retour des classes, dans l'interprétation des troubles civils.

V

Quant au terrorisme, sporadique voire exceptionnel dans les faits – 192 morts sur le sol français de 1965 à 2005⁷⁴ – sa menace ne cesse de croître, de muter, de proliférer et de se diversifier dans les fantasmagories du pouvoir pour prendre la figure du Mal, de l'Éternel ennemi que l'on ne pourra jamais vaincre, mais qu'il faudra toujours combattre par la mobilisation de la population et l'action de l'État. Et puisque gouverner, c'est prévoir, l'État a publié ses prévisions sur « *La France face au terrorisme* » dans un « *Livre blanc* » de juin 2006, et réitéré en juin 2008 dans un autre « *Livre blanc* » sur « *Défense et Sécurité nationale* »⁷⁵, afin de répandre « *l'esprit de défense* » et de susciter « *l'adhésion citoyenne* ». Ces ouvrages, et nombre de discours similaires, visent bien sûr l'ennemi de l'heure, le terrorisme djihadiste, véritable ou controuvé, exotique ou domestique, ou pis encore : unifié. – Voyez Khaled Kelkal. Voyez ces nouvelles recrues d'origine immigrée, de plus en plus nombreuses dans les camps d'Al Qaida au Pakistan, ces sympathisants dans nos banlieues d'Al Qaida au Maghreb, ces femmes kamikazes, ces convertis, ces délinquants recrutés dans les prisons⁷⁶. Mais les services antiterroristes, comme jadis la force nucléaire, se prétendent « tous azimuts », y compris les plus désuets et les plus curieux. Ainsi en avril 2000, la DST investit la Bretagne où 17 attentats contre des objectifs symboliques de la République française ont eu lieu depuis 1993. Remarquable coïncidence, pour la première fois des bombes visent des entreprises privées, le 14 avril à Pornic et le 19 à Quévert, en l'occurrence des mangeoires Mac Donald, cible en vogue depuis le « *démontage* » de celle de Millau par un groupe de josébovistes. Une jeune femme meurt dans la seconde explosion et la DST, dans un éclair d'efficacité et de sagacité, arrête une dizaine de Chapeaux Ronds, supposément de l'Armée Révolutionnaire Bretonne, dont trois inculpés croupiront quatre ans en prison, avant d'être acquittés en 2004 de toute participation à l'attentat de Quévert.⁷⁷

Une affaire qui préfigure la découverte en août 2007 de « *trois engins incendiaires* », dans les toilettes de « *l'université d'été du Medef* », à Jouy-en-Josas ; travail d'amateurs mais de bonne facture, selon la police qui sait de quoi elle parle. Ou encore celle de cinq bâtons de dynamite, le 16 décembre 2008, c'est-à-dire au moment des fêtes de fin d'année, dans les toilettes – encore- du Printemps Haussmann à Paris. Colis déposé par un admirable « *Front Révolutionnaire Afghan* » dont l'intitulé et la lettre de revendication à l'AFP, mêlent à souhait, les hantises « subversives » et « islamistes ». « *Faites parvenir ce message à votre président de la République qu'il retire ces troupes (sic) de notre pays (l'Afghanistan) avant fin février 2009 sinon nous repasserons à l'action dans vos grands magasins de capitaliste et cette fois sans vous en avertir.* »⁷⁸

Message transmis. Sarkozy rappelle que « *la vigilance face au terrorisme est la seule ligne possible : vigilance car malheureusement tout peut arriver, et fermeté parce qu'on ne transige pas avec le terrorisme.* »⁷⁹ 600 policiers, gendarmes et militaires, à Paris, Lyon, Marseille et Lille, s'ajoutent aussitôt aux effectifs déjà commis à la surveillance des gares et des aéroports dans le cadre de Vigipirate. « *À Paris, ce dispositif va compléter le déploiement de 1500 policiers supplémentaires qui avait été présenté aux grandes enseignes par le préfet de police, Michel Gaudin, le 27 novembre.* »⁸⁰

On voit que le terrorisme peut prendre n'importe quelle forme, celle du Front National Anti-Radar comme celle des filières d'extorsion des Tigres tamouls, ou, plus mortelle sous ses clichés de farce

⁷⁴ cf *Livre blanc du gouvernement. La France face au terrorisme*. La Documentation française. Juin 2006

⁷⁵ La documentation française/Editions O. Jacob

⁷⁶ cf. *Le Monde*. 13 septembre 2008, 31 juillet 2008, 11 décembre 2008

⁷⁷ Acquittement devenu définitif en juin 2009 après rejet par la Cour de cassation du pourvoi formé par le parquet général contre l'annulation du procès d'appel (cf.

<http://www.liberennes.fr/libe/2009/06/acquittement-définitif-pour-trois-indépendantistes-bretons.html>)

⁷⁸ cf. *Le Monde*. 18 décembre 2008

⁷⁹ cf. *Le Daubé*. 17 décembre 2008

⁸⁰ cf. *Le Monde*. 18 décembre 2008

folklorique, la violence corse, embrouillée, enchevêtrée souvent à celle de l'État ; policiers plus ou moins parallèles, bandits soi-disant d'honneur, sbires, malfrats, nervis, hommes de main, d'affaires, et d'État, tueurs et trafiquants, gendarmes et gardiens de prison, criminels organisés à l'enseigne du clan, du lieu, d'une faction. Sans doute parce qu'il est si homicide, enfoui et imbriqué aux menées de l'État, il manque un rapport historique, clair, véracé et complet, de ce terrorisme-là.

Échantillons. Dans les années 1930, à Marseille, le clan de Paul Carbone fait le coup de poing et le coup de feu pour Simon Sabiani, député de Marseille, qu'il soutiendra jusqu'au fascisme, au sein du PPF, le parti de Doriot, tout en trafiquant à Paris avec le préfet de police Jean Chiappe, éminence d'extrême-droite, proche d'Horace de Carbuccia, patron de *Gringoire*, hebdomadaire antisémite, et cousin de François Piétri, futur dignitaire de Vichy. On peut, dans les décennies suivantes et parmi des dizaines de noms, citer ceux d'Achille Peretti, ancien résistant, commissaire d'Ajaccio, directeur adjoint de la Sûreté nationale, maire de Neuilly, mentor de Sarkozy. Des Guérini, notamment Antoine et Barthélémy, patrons du milieu marseillais, associés à Gaston Defferre, maire de Marseille, puis ministre de l'Intérieur, comme François Marcantoni, Marcel Francisci, Jo Renucci, André Guelfi, feront les campagnes électorales du RPF entre deux braquages, deux livraisons de cigarettes ou de stupéfiants. Faut-il rappeler la création du S.A.C en 1959 avec Paul Comiti et Alexandre Sanguinetti, cousin de Mathieu Mattéi, le parrain corse de Grenoble ? Le débarquement fin 1961 de deux cents tueurs à Alger pour combattre ceux de l'OAS ? Le projet de rafler et d'emprisonner au stade de l'Huveaune, à Marseille, en mai 1968, tous les militants d'extrême-gauche fichés ? Que la « *French Connection* » fut avant tout une filière corse ? Les innombrables tueries auxquelles furent mêlés des truands corses à titre politique, lucratif ou vindicatif, tel le massacre d'Auriol, le 18 juillet 1981 ? Faut-il évoquer Charles Pasqua, ancien directeur chez Ricard, l'un des chefs du S.A.C et ministre de l'Intérieur ; ses liens avec les patrons de casino, Michel Tomi, Robert Félicciaggi ; avec Alain Orsoni, ancien d'*Occident*, chef du soi-disant Mouvement Pour l'Autonomie (MPA), localement renommé Mouvement Pour les Affaires ; ses subordonnés à tout faire, Daniel Léandri, chargé notamment de la Corsafrique, Philippe Massoni, spécialiste de la lutte anti-gauchiste, son propre fils, Pierre, repris de justice, ou Jean-Charles Marchiani, encore l'un de ses affidés, ancien agent du SDECE impliqué dans une affaire d'héroïne, ancien préfet également repris de justice, vite gracié par Sarkozy après quelques mois de prison pour des commissions occultes sur des marchés publics. Et n'oublions pas ce Bernard Squarcini, récemment nommé à la tête de la Direction Centrale du Renseignement Intérieur (DCRI), « *le policier le mieux renseigné sur toutes les affaires nationalistes et de voyous en Corse-du-Sud.* »⁸¹

Mais comme le dit au *Monde* un policier corse, « *Notre boulot est d'aller au contact. Cela ne fait pas de nous des complices.* » Sans doute, et n'importe quel opposant au gouvernement, au régime et à l'État, n'importe qui au fait des affaires en cours, est assuré d'avoir un protecteur, un numéro de téléphone, et table ouverte à la DCRI, pour peu qu'il veuille bien s'y asseoir et manger un morceau. Et l'on ne sait vraiment pourquoi cette virile convivialité entre policiers et tueurs corses n'étend pas son règne aux malheureux pétomanes bretonnants, aux sectateurs de tel ou tel prophète oriental, ou aux agités du bocal radical, insurpassables docteurs ès critique sociale, et apologistes des voies de fait contre l'autorité de l'État.

Voici ce que l'on apprend en vrac et outrageusement résumé de nombre d'ouvrages pittoresques et d'articles trop partiels et dispersés pour être intelligibles tels quels du lecteur distrait. À défaut reste l'impression reçue et dissuasive. Les affaires corses, hein, c'est embrouillé, incompréhensible et dangereux si l'on insiste. Un vrai maquis. Notre îlot d'Italie, Francorsica ou Corsifranca, d'ailleurs cocasse en bandes dessinées et superbe en été. Et puis, quoi, on sait bien les collisions, collusion, entre le banditisme, la police, les affaires et l'État. La force des ignares, c'est qu'il savent tout sans même l'avoir appris. Tout sauf leur ignardise. C'est même à cela qu'on les reconnaît.

Y a-t-il un autre pays où l'exercice de la violence, légale ou illégale, soit à ce point monopolisée par une minuscule fraction de la population, cantonnée sur une minuscule partie du territoire ? Et pourquoi les Corses plutôt que les Bretons, les Basques ou les Alsaciens y seraient-ils commis ? Selon une opinion à examiner, le milieu corse « *tire d'abord sa force de la diaspora. Au cours de la première moitié du XX^e siècle, plusieurs centaines de milliers de Corses ont émigré vers les grandes cités du*

⁸¹ cf. *Les Parrains Corses*. J. Follorou. V. Nouzille. Fayard, nouvelle édition 2009

continent ou vers les confins de l'Empire colonial français, fuyant une île natale à la terre aride et pauvre. Cette communauté a constitué un véritable terreau pour les truands corses.(...) Le mode de fonctionnement du crime organisé corse repose toujours sur un sentiment d'appartenance à une communauté et l'adhésion à des valeurs mythifiées. La parenté élargie, l'usage de la langue corse, le respect d'une loi du silence (omerta) et la soumission à l'autorité des chefs de clan peuvent, à certains égards, rappeler les mœurs siciliennes. »⁸²

À force d'évidence, les éminentes contributions du milieu corse à la V^e République, des origines à nos jours, passent aussi inaperçues et indiscutées que le nez au milieu du visage. Ce qui est à la fois injuste pour les héros méconnus, et on ne peut plus dommageable à la véridique histoire de la violence politique en France depuis un demi-siècle, au point de suggérer un double langage en la matière réservant l'étiquette terroriste aux seuls ennemis du pouvoir, de préférence à gauche ou au Sud : FLN, séparatistes, gauchistes, autonomes, écologistes, djihadistes, etc. On sait que dès juillet 1968 les derniers tueurs de l'OAS encore sous le coup d'une condamnation étaient amnistiés et réintégrés dans la lutte contre la subversion. À l'automne 2008, tandis que l'Allemagne libère Christian Klar, meneur irrepenti de la Fraction armée rouge (RAF), après vingt-six ans de prison, et malgré « *l'amertume profonde* » du président du syndicat de la police, la France renvoie Jean-Marc Rouillan en prison, après vingt et un an de détention et quelques mois de semi-liberté, pour avoir refusé en termes alambiqués son propre repentir⁸³. Il est vrai que la Fraction armée rouge a tué trente-quatre personnes entre 1971 et 1991, et Action Directe, une douzaine seulement entre 1979 et 1987. Mais l'affaire la plus fameuse, celle qui a fait couler le plus d'encre et de salive, mobilisé l'arrière-ban des services antiterroristes, excité le vacarme médiatique et soulevé une poignée d'universitaires à prétention « radical chic », leurs signatures érigées en barricades au bas de leurs tribunes libres, reste bien sûr celle de l'attentat contre la SNCF et ses lignes TGV. Entre le 13 et le 15 juin 2008, un homme au fort accent italien multiplie les appels téléphoniques et les courriers à la SNCF, aux pompiers et à l'agence d'Aix-les-Bains du *Dauphiné Libéré* pour exiger la libération de Cesare Battisti. Faute de quoi les Brigades Rouges feraient sauter des bombes à bord des trains et le long de la ligne Chambéry-Aix. Des fouilles furent entreprises, un TGV évacué, des contrôles effectués dans les gares, une équipe de démineurs mise en action. En vain. La SNCF porte plainte : « *A plusieurs reprises les alertes ont causé d'importants retards dans l'acheminement des voyageurs. Car dès lors, la circulation ferroviaire était immédiatement coupée, pour ne reprendre qu'après l'inspection complète du train ou des voies. « Si c'est un canular son auteur risque gros. Deux ans de prison et 30 000 euros d'amende... »* commentait dans la soirée un inspecteur. »⁸⁴ Mais comme chacun sait, l'auteur de ces actes n'a pas été arrêté à ce jour, et c'est ainsi que le flux spectaculaire de l'économie technomarchande qui, de Lyon à Turin, se fraie une nouvelle voie à très grande vitesse à travers la Savoie et le Val de Suse ravagés, fut saboté le temps d'un week-end, sur une portion du réseau, par l'Insaisissable.

Le premier « Livre blanc » définit le terrorisme comme : « *Tout acte qui vise à tuer ou à blesser grièvement des civils ou des non-combattants, et qui, du fait de sa nature ou du contexte dans lequel il est commis, doit avoir pour effet d'intimider une population ou de contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à agir ou à renoncer à agir d'une façon quelconque.* » Cependant, comme le remarquait judicieusement le juge Thiel, magistrat du « pôle antiterroriste » : « *Le fait d'emmerder le monde et d'occasionner un préjudice financier n'est pas suffisant pour caractériser une démarche terroriste.* »⁸⁵ Et donc, le fait serait-il établi, que la moindre des choses, y compris dans nos technocraties à grande vitesse, obligerait à déqualifier du chef de terrorisme ce qui relève tout au plus du vandalisme et du canular.

La commodité du terrorisme, c'est-à-dire de son combat comme moyen de gouvernement, est un fait trop rebattu, surtout depuis les attentats de septembre 2001, pour qu'on en rabâche l'exposé. Ce

⁸² cf. *Les Parrains Corses*. Opus cité

⁸³ cf. *Le Monde*. 18 octobre 2008, 26 novembre 2008

⁸⁴ *Le Daubé*. 17 juin 2008

⁸⁵ cf. *Libération*. 26 novembre 2008

dégoût du rabâchage ne doit pas conduire à la négligence des modalités d'application, celles-ci étant bien sûr censées répondre aux métamorphoses du terrorisme lui-même.

Selon le « Livre blanc », le progrès des explosifs et des moyens de transport a entraîné dans la seconde moitié du XX^e siècle celui des massacres. Des meurtres ciblés à quelques dizaines de victimes dues aux armes blanches des Assassins ou aux machines infernales des anarchistes, aux 85 morts de l'attentat contre la gare de Bologne en 1980 et aux 2985 morts des Twin Towers. En attendant la prochaine mutation qui conduira au terrorisme nucléaire, radiologique, biologique ou chimique, dont le « Livre blanc » suggère les scénarios aux terroristes en mal d'imagination et de défi à relever. Scénarios d'autant plus plausibles que les États ont de longtemps déjà éprouvé ces modes d'extermination. Nous serions les derniers à nier le parti pris des technologies dans la transformation du monde et des rapports de force, ni qu'elles soient la continuation de la guerre par d'autres moyens. Que faire contre un « hyperterrorisme », protéiforme et indécélable, ubiquitaire et permanent, voué à la « *déstabilisation* », à travers la destruction de cibles « *à forte valeur économique ou écologique* », « *susceptibles d'occasionner aussi de lourdes pertes humaines* » ?

Tout subordonner à la prévention, et donc tout d'abord à l'anticipation, à la connaissance de l'ennemi, ce qui revient, compte tenu de ses caractéristiques, à tout savoir de tous. La France, patrie de Descartes, pays de logique et de raison, a simultanément rationalisé, accru et promu ses services de renseignement, tout en portant à la tête de l'État, le ministre de la police, aussitôt transformé en président de la police. Concentration et fusion des structures sous son autorité directe et celle de ses créatures. À l'UCLAT, l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste, qui centralise et digère chaque jour les informations des différents services de police et de gendarmerie, et au « pôle judiciaire antiterroriste », s'est ajoutée la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), par fusion des Renseignements généraux et de la Direction à la Surveillance du Territoire (DST). La création d'une « Coordination nationale du renseignement », d'un « Conseil national du renseignement », et d'un « Conseil national de la défense et de la sécurité », accroissent l'intégration et la maniabilité des divers services sous une seule et même poigne présidentielle. Soit 12 517 agents répartis entre la Direction Générale de la Sécurité Extérieure (DGSE. 4500 agents), la Direction Centrale du Renseignement Intérieur (DCRI. 4000 agents), la Direction du Renseignement Militaire (DRM. 1800 agents), la Direction de la Protection et de la Sécurité de la Défense (DPSD. 1400 agents), dont l'intitulé sonne comme une suite de redondances, la Direction Nationale du Renseignement et des Enquêtes Douanières (DNRED. 747 agents), et Tracfin (70 agents), la police du ministère de l'économie. Les crédits consacrés au renseignement devant être doublés dans les années à venir, au profit notamment « *des capacités de détection et d'alertes avancées (satellites d'imagerie et d'écoute électromagnétique), des radars et des drones.* »⁸⁶ Sans doute, la France n'est pas le seul pays où l'emprise étatico-policière va s'intensifier. Et cette intensification n'est elle-même qu'un moment de cette accélération de fond vers un techno-totalitarisme qu'un coupable seul, si pervers et furieux soit-il, est bien incapable d'avoir machiné. Il n'empêche que ce qui se présente dans l'immédiat comme un mouvement d'expansion techno-policière est rien moins qu'impersonnel. Un Sarkozy est autant le produit de quarante ans d'absorption sécuritaire, que l'héritier de Pasqua et le producteur des nouvelles dispositions. C'est une platitude que ses proches sont des policiers autant que ses policiers sont des proches, tel Claude Guéant, son âme damnée à l'Élysée, et précédemment au ministère de l'Intérieur, ancien directeur général de la police et membre du cabinet de Pasqua. Ou son ami d'enfance, Frédéric Péchenard, « *superflic du président* »⁸⁷, et actuel directeur général de la police. Ou Bernard Squarcini, « *l'agent du président* », qui « *allie compétence et fidélité absolue à Nicolas Sarkozy* »⁸⁸. Ou ce Bernard Barjolet, nommé « *coordonnateur national du renseignement* » pour être « *les yeux et les oreilles de l'Élysée dans les services* », et « *transmettre les directives* » de Sarkozy, que le *Monde* présente comme « *un diplomate chez les espions* » (27 août 2008), et qui au vu de ses affectations – Sarajevo, Bagdad, Alger- et de ses faits et gestes –parachutisme, maîtrise de l'arabe et collaboration avec la DGSE-, était peut-être l'inverse. Ou encore un sieur Érar Corbin de Mangoux, autre « *fidèle* » placé à la tête de la DGSE (Direction générale de la Sécurité Extérieure) et dont *Le*

⁸⁶ cf. *Le Monde*. 17 juin 2008

⁸⁷ cf. *Le Monde*. 29 septembre 2007

⁸⁸ cf *Le Monde*. 28 juin 2007

Monde nous rapporte sans ciller les éminents mérites. « ... ce préfet a fait une partie de sa carrière dans les Hauts-de-Seine, département dont le conseil général a été présidé par M. Sarkozy. « Le président le connaît depuis longtemps, déclare M. Guéant (...) » Ce choix correspond à la volonté de M. Sarkozy de réorienter le renseignement vers la sécurité intérieure et de s'entourer de proches. »⁸⁹

VI

Mais allons à l'essentiel. La contraction globale de la planète, dont l'Organisation des Nations Unies sous tutelle des grandes puissances, et d'abord des États-Unis, ébauche le virtuel État mondial, entraîne en cascade d'autres intégrations, qui trouvent leur expression jusque dans les « Livres blancs » du gouvernement français consacrés à sa stratégie guerrière. C'est-à-dire à ses plans d'action pour la survie et la domination. Dans sa préface au second « Livre blanc », Sarkozy annonce ainsi « *un nouveau concept ; celui d'une stratégie de sécurité nationale qui associe, sans les confondre, la politique de défense, la politique de sécurité intérieure, la politique étrangère et la politique économique.* » On a déjà dit ailleurs qu'il y avait dans ce « nouveau concept » plus que de l'homonymie avec cette doctrine de « sécurité nationale », conçue et proclamée en 1947 par Harry Truman pour « combattre le communisme » et défendre l'hégémonie américaine⁹⁰. « *La stratégie de sécurité nationale*, déclare le « Livre blanc », *a pour objectif de parer aux risques ou menaces susceptibles de porter atteinte à la vie de la nation.* » Il s'agit donc d'une doctrine de salut public, feinte réminiscence, comme toujours en France, de celle mise en œuvre par le comité du même nom, afin de se couvrir de prestigieux précédents et de flatter une vague vanité révolutionnaire du citoyen moyen. Les questions de vie ou de mort ressortent de la guerre. On connaît les traits de cette guerre de salut public, prototype pour certains de la guerre totale. Levée en corps de la nation et mobilisation de tous ses moyens humains et matériels, subordonnés au combat à outrance, sous la dictature intraitable et féroce d'un chef ou d'une junte. Mais quels sont ces « *risques ou menaces susceptibles de porter atteinte à la vie de la nation* » ? Les réponses sont si larges, si élastiques et profuses qu'elles autorisent à peu près toutes les mesures à la guise du pouvoir.

« *Les menaces peuvent provenir d'États et de groupes non étatiques transnationaux.* » Les États ne sont pas nommés même s'il est notoire que les derniers conflits, non déclarés, à avoir causé mort d'hommes, voici deux décennies, impliquaient l'Iran et la Syrie. La Corée du Nord mise à part, qui est une affaire américaine, « État voyou » comme épouvantail, le cède quelque peu aux « *groupes non étatiques transnationaux* » - que peuvent armer des États ou des fractions d'États tenus pour respectables. D'où l'apparition d'une nouvelle profession : détective nucléaire pour tracer l'origine des trafics de matières radioactives⁹¹. Seuls les États disposent des moyens d'opérer des « *ruptures stratégiques brutales* », c'est-à-dire l'introduction d'une technologie supérieure dans l'armement, aussi bien sont-ils toujours plus nombreux à se lancer dans les systèmes spatiaux, le calcul informatique intensif, les bio et nanotechnologies, tels la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud ou le Mexique⁹². Et l'on comprend aussi bien l'impérieuse raison de développer les nanosciences et nanotechnologies au CNRS et au Commissariat à l'énergie atomique, que de nommer Thérèse Delpech, directrice des affaires stratégiques de ce même Commissariat à l'énergie atomique, à la commission du « *Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale* ». On ne saurait trop conseiller aux scientifiques imbus de l'innocence, au pis, de l'ambivalence de leur activité, et aux gardiens de la Révolution qui prennent le monde pour leur musée mental, la méditation du chapitre consacré au rôle stratégique de la recherche et développement, qui liste « *quelques ruptures technologiques et scientifiques pressenties à l'horizon 2020-2030* ».

« - **La robotique et les systèmes cognitifs** : drones, véhicules autonomes, systèmes d'analyse automatique pour détecter les événements anormaux ;

⁸⁹ cf. *Le Monde*. 8 octobre 2008

⁹⁰ cf. *Terreur et Possession. Enquête sur la police des populations à l'ère technologique*. Pièces et main d'œuvre. Ed L'Echappée. 2008

⁹¹ cf. *Le Monde*. 4 avril 2009

⁹² cf. *Nanotechnologies, éthique et politique*. Editions Unesco. 2008

- **Les nouveaux matériaux fonctionnels** : matériaux des munitions pénétrantes pour la destruction d'objectifs durcis ; matériaux pour la protection du combattant et des engins légers (armures liquides) ; (...)
- **Les nouvelles technologies de détection active** (radar TéraHerz, radar ou laser impulsions large bande) Disponibles à l'horizon 2020-2030, ces technologies permettront de détecter au travers ou derrière les obstacles (combat urbain) et d'identifier des substances au travers de parois ou de vêtements (détection d'engins explosifs improvisés, d'agents biologiques ou chimiques) ;
- **Les émetteurs à énergie dirigée** (micro-ondes et laser à forte puissance) ; disponibles à l'horizon 2020-2030, ces émetteurs pourront être utilisés pour la neutralisation de menaces terroristes, le brouillage ou l'aveuglement de senseurs infrarouges, la destruction précise de cibles mobiles ou encore les systèmes de communication discrets ;
- **La thérapie cellulaire par nanobiotechnologie** : disponible vers 2025, cette technologie permettra la réparation des tissus endommagés par brûlure, irradiation ou agression mécanique et la guérison du combattant ;
- **L'informatique quantique** : (...) si elle débouche effectivement, pourrait être utilisée entre autres, dans le domaine de la sécurité des systèmes d'information ;
- **Les nouvelles techniques de traitement de l'information** : confrontation des informations (multilingues, hétérogènes, etc.) issues de l'Internet, de bases de données, de capteurs (Web sémantique, analyse de contenus multimédia) ;
- **Les techniques de retournement temporel et d'analyse du bruit**, aujourd'hui au stade de la recherche fondamentale (...) Elles devraient améliorer considérablement la détection de cibles très furtives, ou accroître la destruction d'émetteurs. Elles devraient également accroître très significativement la performance des capteurs en améliorant le traitement du signal. »

Les spécialistes qui dressent ces inventaires de « ruptures stratégiques pressenties » sont trop au fait des recherches pour prendre leurs pressentiments au pied de la lettre. Toutes les recherches n'aboutissent pas. Toutes, même, ne sont pas entreprises. Mais ce sont les recherches entreprises et abouties qui assurent cette supériorité stratégique, c'est-à-dire techno-scientifique, dans les rapports de force sociaux et étatiques, et il convient donc de toujours prendre les devants pour maintenir et accroître cette supériorité. Ce qui était jadis une tendance est devenu une règle durant ce « *Siècle de progrès sans merci* »⁹³, moins les inévitables exceptions qui confirment cette règle. Mais comme il reste des révolutionnaires point dupes de ces mystifications, et qui maintes fois déjà, ont démasqué leurs auteurs, coupables d'outrer l'efficacité des technologies pour mieux décourager l'insoumission, nous ne pouvons que les renvoyer à un de leurs maîtres, tyran sanglant certes, mais qui lui au moins a réussi quelque chose dans sa vie, même s'ils n'osent plus s'en réclamer.

« *Quiconque est en charge de mener une guerre doit étudier les lois de la guerre.*

Quiconque est en charge de mener une guerre révolutionnaire doit étudier les lois de la guerre révolutionnaire.

Quiconque est en charge de mener une guerre révolutionnaire en Chine doit étudier les lois de la guerre révolutionnaire chinoise. »

(Mao Zedong, *Stratégie de la guerre révolutionnaire chinoise*. Décembre 1936)

Peut-on suggérer à quiconque s'estime en charge de mener une guerre révolutionnaire en Occident, à l'ère technologique et de l'unification planétaire de l'économie, d'étudier les lois de cette guerre et de nous faire part du résultat de ses études. Il nous rendra service.

Cependant, la faiblesse ou l'absence de l'État inquiète bien naturellement Alliot-Marie, ex-ministre de l'Intérieur. « *Les zones grises où les États ne parviennent pas à imposer leur autorité abritent ses zones arrières* (NDR. Du terrorisme) *et les trafics de drogues ou d'armes qui le financent.* »⁹⁴ Voyez Kaboul, pourtant sécurisé par les troupes occidentales, où triomphe dans certains quartiers le style « *narco-architecture* », vastes demeures à colonnades et aux teintes pastel, ainsi nommé par « *allusion*

⁹³ cf. Jean Druon. *Un Siècle de progrès sans merci. Histoire, physique et XXe siècle*. Ed. L'Echappée. 2009

⁹⁴ cf. *Le Monde*. 1^{er} octobre 2008

à l'intense commerce d'opium, dont l'Afghanistan fournit 90% de la production mondiale. »⁹⁵ Voyez ces treize soldats tués dans une embuscade du Sentier Lumineux, dont les guérilleros « assurent la protection des trafiquants de drogue, très influents au Pérou, deuxième producteur mondial de cocaïne. »⁹⁶ Au fait, la Colombie dont les cartels imbriqués aux milices paramilitaires ont fait la fortune de l'immobilier à Miami, est le premier producteur. Et l'économie du Mexique, où la guerre des cartels a fait au moins 6000 morts en 2008, « est infiltrée à 78 % » par ces mêmes cartels – celle du Guatemala à 85 %, selon un « spécialiste du crime organisé ». ⁹⁷ La drogue ne constituant que la moitié du revenu de ces groupes industriels qui investissent dans tous les pays et les activités lucratives, associés par exemple à leurs pareils dans « 230 villes des États-Unis », pour importer des armes de guerre, et exporter amphétamines et migrants illégaux⁹⁸. 800 policiers et militaires mexicains seraient morts depuis décembre 2006 dans ces compétitions économiques. Malgré les 45 000 soldats, dont 5000 cagoulés et « lourdement armés, pour la seule ville de Ciudad Juarez » déployés par l'État mexicain, un rapport du Pentagone estime son effondrement possible et rapide⁹⁹. Ainsi d'ailleurs que celui du Pakistan. Deux États où les États-Unis interviennent déjà de multiples façons. En fait les gouverneurs du Texas et de l'Arizona, ainsi que le général Renuart, commandant de la zone « Amérique du Nord », réclament l'envoi de troupes sur la frontière, le chaos mexicain menaçant la « sécurité nationale » des États-Unis. À quoi le gouvernement réfléchit. C'est que selon Barry Mc Caffrey, général à la retraite et ex « M. Droque » de Bill Clinton, les États-Unis ne peuvent se permettre d'avoir « un narco-État à leur porte. »¹⁰⁰ Pour une question de rivalité avec celui qu'ils ont à domicile ? Le souvenir du « Contragate », des trafics de la CIA dans le Triangle d'Or ou en Afghanistan, des révoltes des ghettos et des campus noyés dans l'héroïne, ne peut qu'interroger sur ces martiales mises en garde. Chacun sait bien que l'énormité de ces trafics et de leurs chiffres d'affaire interdit l'absence de l'État dans leur régie et profits. Que les cartels infiltrent l'État ou l'inverse varie suivant les cas et importe peu. Pour maintenir le public en crainte et sujétion, le crime organisé joue toujours le simulacre de sa branche officielle et bienfaitrice, l'État, aux prises avec sa branche occulte et malfaisante, la mafia, le cartel, la société secrète. La seconde justifiant l'action de la première, et les deux l'enserrant en tenaille de leur réunion. C'est l'un de ces traits du pouvoir qui va si bien de soi que le public ne cesse d'osciller du cynisme à la crédulité intégrale.

Si lucratif que soit le trafic de drogue, les chercheurs de la Rand Corporation en ont découvert un autre « trois fois plus rentable » : le piratage des films en DVD, au profit bien entendu du « crime organisé et du terrorisme ». ¹⁰¹ La liste de ses agents et bénéficiaires supposés semble un annuaire exhaustif et pittoresque de ces « groupes non-étatiques transnationaux », avec le surgissement ici et là de noms proprement inouïs, tels cette « Lotus Trading Company » britannique, ou le « Barakat Network » d'un certain Assad Ahmad Barakat, « terroriste global » selon le gouvernement américain, qui depuis ses confins du Brésil, de l'Argentine et du Paraguay, verserait 15 millions d'euros par an au Hezbollah, soit le cinquième de son budget. Autres pirates désignés, la « D-Company », une « organisation extrémiste qui sévit de Bangkok à Dubaï » et la « Provisionnal Irish Republican Army », à ne pas confondre avec l'Ira Continuité ni l'Ira Authentique, revendicatrice récemment de l'assassinat de deux soldats britanniques¹⁰². Les groupes républicains, selon le MI5, se réarment avec le butin de cette piraterie, au point que le Special Reconnaissance Regiment (SSR) britannique, unité d'élite antiterroriste, vient d'être rappelé en Irlande du Nord. Notons que le piratage de l'industrie du cinéma ne représenterait que 13,4 milliards d'euros sur les 149 auxquels l'OCDE évalue le marché des produits contrefaits¹⁰³. Une fois encore, de tels chiffres impliquent la participation de groupes économiques et de structures étatiques. Mais quoi, façon, contrefaçon, depuis les Vikings et les

⁹⁵ cf. *Le Monde*. 31 mars 2009

⁹⁶ cf. *Le Monde*. 14 avril 2009

⁹⁷ cf. *Le Monde*. 17 avril 2009

⁹⁸ cf. *Le Monde*. 25 mars 2009

⁹⁹ Idem

¹⁰⁰ cf. *Le Monde*. 25 mars 2009

¹⁰¹ cf. *Le Monde*. 27 mars 2009

¹⁰² cf. *Le Monde*. 11 mars 2009

¹⁰³ cf. *Le Monde*. 27 mars 2009

Phéniciens, on sait bien que les mêmes capitaines d'industrie pratiquent marchandage ou brigandage suivant l'opportunité.

« Un gros problème, explique Greg Treverton (NDR. Le rapporteur de la Rand Corporation), est que « les acheteurs de copies piratées pensent commettre une petite offense, mais c'est faux ! C'est un crime contre la propriété intellectuelle et c'est, donc, comme le montre notre rapport, une question de sécurité nationale ». »¹⁰⁴

Sans creuser cette significative conséquence qui, au pays de la *Conquête de l'Ouest* et du brevetage du Vivant, fait d'une atteinte à la propriété intellectuelle « une question de sécurité nationale », on voit que l'État dispose d'une inépuisable réserve d'ennemis maléfiques et d'inférieures sociétés secrètes, sans cesse renaissantes, mutantes et protéiformes, acharnées à la domination et à la destruction du monde. À croire qu'il les machine lui-même dans quelque cave ou lieu dérobé. Cette fabulation nourrie de faits réels et de vérités partielles n'est-elle pas un aveu et une auto-description de l'État lui-même, tel qu'il se connaît au fond, tel qu'il soupçonne ses rivaux et partenaires de vouloir le supplanter ou posséder dans l'inextricable étreinte qui les unit et les oppose à la fois. Le planisphère d'Alliot-Marie et de tous les chefs d'appareils militaro-policiers se mouche de « zones grises », réminiscentes des taches blanches d'autrefois – *hic sunt leones*- vision inversée des « zones libérées » de la guérilla et autres « zones d'autonomie temporaires » cyber-punk, d'où, l'autorité de l'État battue en brèche, partiraient les assauts à la « sécurité nationale ». Au hasard, le Sahel et le Kivu, Luzon, Mindanao, le Xinjiang et le Kurdistan. Près de 3000 personnes meurent chaque année en Inde, « dans des éruptions de violence politique multiforme, où se mêlent terrorisme islamiste, séparatisme au Cachemire, rébellions ethniques dans les États du Nord-Est ou insurrection maoïstes. »¹⁰⁵ Les attentats se multiplient dans le delta du Niger depuis le soulèvement en 2004 des rebelles contre le pouvoir et les compagnies pétrolières internationales¹⁰⁶. Assassinats, violences, accrochages armés se succèdent dans le Caucase, de l'Ingouchie au Daghestan. Les noms du Bihar et de l'Orissa soulèveront peut-être un jour autant d'effroi que ceux de la Tchétchénie et du Waziristan, quand ces derniers, ayant servi à tout ce qu'ils pouvaient servir, auront re-sombré dans leur anonymat ancestral. Mais la « zone grise » de l'heure, la plus fameuse et exemplaire, c'est la Somalie qui conjugue l'effondrement local de l'État, des guérillas islamistes soutenues par Ben Laden et les djihadistes étrangers, et une piraterie maritime, active de la Mer Rouge à l'Océan Indien, qui trouble les flux de cargos et « fait exploser les primes d'assurance ». Un gros inconvénient selon un responsable du Lloyd's, c'est que d'une côte à l'autre, d'autres pirates inspirés par ces succès pourraient multiplier les abordages. On sent bien que la situation ne peut durer et que les grandes puissances de Chine ou d'Occident devront bientôt nettoyer ces repaires barbaresques et y mettre de l'ordre. Exemplaire, cette affaire l'est jusqu'au bout, puisque cette main d'œuvre pirate est constituée d'anciens pêcheurs dont les fonds ont été ravagés par les flottes industrielles venues d'Europe et d'Asie - à l'image d'Osman M.F., devenu pirate « parce que la mer est vide »¹⁰⁷; et qu'ils font la course pour le compte de gros négociants, chefs de clan et d'entreprise, qui les arment, les rémunèrent, négocient les rançons suivant les tarifs établis et les fluctuations du trafic. C'est-à-dire qu'à l'époque du libre-échange « mondialisé », et dans une région où transitent 25 000 navires par an, un cinquième du commerce mondial, ils lèvent un droit de passage estimé entre 30 et 60 millions de dollars en 2008¹⁰⁸. S'il s'agissait naguère de maîtriser les classes dangereuses, de civiliser les États arriérés et les tribus sauvages, il faut aujourd'hui « neutraliser les flux dangereux de personnes, de biens, de capitaux et d'idées. »¹⁰⁹ Flux contre flux, comme deux nœuds de serpents enchevêtrés. Il s'ensuit une nouvelle intégration. La stratégie de « sécurité nationale » efface la distinction entre sécurité intérieure et sécurité extérieure, comme elle efface celle entre le temps de paix et le temps de guerre. La défense comme la menace doit être permanente et ubiquitaire. Pire, les « risques » peuvent se combiner aux « menaces » pour attenter « à la vie de la nation », entraînant en retour de nouvelles intégrations d'organismes et de procédures. Ainsi « dans les cas de crise grave (catastrophe nationale, accident technologique de grande ampleur, attentat

¹⁰⁴ cf. *Le Monde*. 27 mars 2009

¹⁰⁵ cf. *Le Monde*. 21 avril 2009

¹⁰⁶ cf. *Le Monde*. 24-25 mai, 26 juin 2009

¹⁰⁷ cf. *Le Monde*. 20 mai 2009

¹⁰⁸ cf. *Le Monde*. 17,18,24,26 avril 2009

¹⁰⁹ cf. *Livre blanc, la France face au terrorisme*. Juin 2006. La Documentation Française

massif, etc.) », l'État « fédère » « tous les acteurs –publics et privés- de la société dans son ensemble », tous les dispositifs de sécurité intérieure et de sécurité civile (services de déminage, de sauvetage, de lutte contre les incendies, etc., dépendant du ministère de l'Intérieur). « En conséquence, les moyens civils et les moyens militaires développeront de nouvelles formes de coopération. » En cas de pandémie par exemple, « les armées assureront notamment des fonctions d'état-major, des missions de protection des sites et de transports sensibles ainsi qu'un appui logistique aux intervenants civils et à la population. » Bref l'État se concentre autour de son armée qui unifie sous son commandement toutes les structures, civiles ou militaires, publiques ou privées. Loi martiale de fait, concomitante à l'état d'urgence, en cas « d'atteintes graves à l'ordre public » ou à l'état de siège qui « transfère le maintien de l'ordre des autorités civiles aux autorités militaires. »¹¹⁰

VII

Dans le cours nouveau de la « Sécurité nationale », non seulement prolifèrent les « menaces » d'États ou de « groupes non-étatiques transnationaux », mais non moins innombrables, les « risques » avec lesquels ils se combinent et permutent sans fin. Par la grâce d'un plan de rationalisation des moyens et procédures, les unes et les autres deviennent équivalentes, réversibles, susceptibles des mêmes réponses aux normes. Quelle différence, il est vrai, que la centrale nucléaire du Tricastin explose sous un missile d'État, une bombe non-étatique transnationale, ou de sa propre défaillance – mécanique ou humaine ? Il faudra tout de même boucler la zone, empêcher l'exode, la panique, la discontinuité de l'État, réprimer les émeutes et les protestataires, imposer le couvre-feu, traquer les pillards, acheminer les secours et les liquidateurs, repousser les parents, les curieux, les journalistes incontrôlés, rassurer, effrayer, communiquer. « Vingt ans après l'accident nucléaire de Tchernobyl, le souvenir de ce qui a été dit à cette occasion par certaines autorités reste vivace. »¹¹¹ Tous dispositifs qui donnent lieu à des exercices fréquents, répétés, voire grandeur nature : tempête de décembre 1999, explosion de l'usine AZF, canicule de l'été 2003.

Quelle différence entre les « accidents », les « catastrophes », les « risques », naturels ou technologiques, les « calamités », endémiques ou exceptionnelles ? Sous le terme large et polysémique de « crise », jamais défini mais abondamment exemplifié, la stratégie de « sécurité nationale » réunit des événements aigus et soudains, et des situations en plus ou moins lente dégradation, mais tous réductibles à un argument commun, tel un film en accéléré ou au ralenti. La nation subit une agression plus ou moins dangereuse pour sa paix ou sa vie ; l'État applique toutes les mesures préventives et défensives pour son propre maintien sur la population et le territoire. Sans tenter un impossible relevé exhaustif, on peut inventorier quelques-unes de ces crises si obsessives dans la communication officielle et ses multiples canaux que leur fatalité, non leur évitement, semble l'objet de leur préparation. Et parmi les plus annoncées dans les années à venir, la pandémie, qui mobilise aussi bien la bureaucratie mondiale de la santé, que l'armée et les autorités des mégalo-poles. Nœuds de communication et foyers d'incubation, celles-ci favorisent la diffusion volontaire ou accidentelle de la dengue, du chikungunya, du SRAS, ou de la dernière version de la grippe, espagnole, aviaire, mexico-porcine, etc. À New York, la surveillance 24 heures sur 24 des 7000 employés du département de santé municipal, vise à réagir « dès les premières 48 heures d'une crise »¹¹² : détecter tout nouveau fléau ; repérer les malades et les contaminés ; isoler les contagieux ; cloîtrer ou évacuer les populations ; maîtriser les contrevenants. Bien entendu, cette « crise sanitaire » procède d'une « crise de civilisation », comme on dit « maladie de civilisation » ; inconcevable sans une certaine monstruosité sociale et urbaine, sans industrie, notamment agro-alimentaire et des transports aériens.

¹¹⁰ cf. *Livre blanc, sur la Défense et la Sécurité nationale*. Ed. O. Jacob/ La Documentation Française. Juin 2008

¹¹¹ cf. *La France face au terrorisme. Livre blanc du gouvernement sur la sécurité intérieure face au terrorisme*. Juin 2006. La Documentation Française

¹¹² cf. *Le Monde*. 12 mars 2009

Une crise entraîne l'autre, suivant une réaction en chaîne désormais rebattue. Ainsi, la plus commentée ces derniers temps, le bouleversement industriel du climat et du milieu, produit « *stress hydrique* », « *insécurité alimentaire* » et « *migrations climatiques* », un exode rural à l'échelle planétaire. Un rapport du Forum humanitaire mondial, présidé par Kofi Annan, estime que chaque année, 325 millions de personnes sont affectées par la dégradation sévère de leur environnement ou les catastrophes climatiques – et que 300 000 en meurent. L'élévation des températures agit sur « *les rendements agricoles, l'accès à l'eau et, en conséquence, sur la pauvreté, dont le niveau est étroitement lié à la qualité du milieu naturel dans les pays les moins développés* »¹¹³. Le seul dérèglement climatique devrait, selon l'ONU, chasser 250 millions de réfugiés d'ici 2050¹¹⁴. La montée des eaux marines, qui menacerait 100 à 400 millions d'habitants des zones côtières à l'horizon 2100¹¹⁵, imposera de vastes reflux de populations vers l'intérieur des terres, et à nouveau la perte massive de terres cultivables. Des chiffres, des chiffres, des chiffres.

C'est dans le journal, voyons. La « *crise alimentaire* » menace « *la stabilité des États et la sécurité mondiale* »¹¹⁶. Les États les plus riches s'approprient hors de leurs frontières, des « *terres agricoles de plus en plus convoitées* », frustrant les paysans locaux¹¹⁷. La Libye colonise le Mali¹¹⁸. Les Saoudiens, l'Indonésie aux forêts dévastées par l'agro-industrie¹¹⁹. Les Chinois, l'Afrique et le Kazakhstan¹²⁰. Les citadins de l'Inde, leurs propres campagnes¹²¹. Cependant que les îliens des Maldives, menacés de submersion, et des dizaines de millions de paysans évincés, « *cherchent des terres d'accueil* »¹²². Cet exode rural « *fait entrer la faim dans les villes* »¹²³, mais aussi la zone, le bidonville, le ghetto, l'insécurité, l'épidémie. En quoi l'on ne peut qu'admirer la sagesse d'un État multi-millénaire, tel celui de la Chine, qui conserve le *hu-kou*, le permis de séjour des paysans en ville, et les renvoie chez eux par trains entiers, aux premières annonces de chômage. Notre proto-gouvernement mondial, l'ONU, via son Agence pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et son Fonds international de développement agricole (FIDA), documente ces spoliations de masse dans huit pays d'Afrique. En Éthiopie, au Ghana, au Mali, à Madagascar, au Soudan, au Congo, en Tanzanie, les États et prédateurs locaux bradent des millions d'hectares à leurs partenaires globaux¹²⁴. Charles Beigbeder, patron de Poweo, président de la commission Recherche et innovation du Medef, investit dans Agrogenération, une « *agroholding* » qui exploite des milliers d'hectares en Ukraine, et bientôt en Amérique latine et en Afrique¹²⁵. Cet accaparement des terres « *s'est accéléré à la faveur de la crise alimentaire de 2008* ». ¹²⁶ Mais, quoi, il fallait bien que la destruction des sols et l'épuisement des carburants fossiles rencontrent un jour la croissance démographique et le recours aux « *biocarburants* ».

En septembre 2008, le ministère de l'Intérieur a apporté de nouvelles mises à jour au catalogue infini des périls à surgir d'ici 2025, où l'on trouve parmi une trentaine de « *tendances lourdes ou émergentes* »¹²⁷, le banal attentat contre le Louvre, à la bombe, à l'ypérite, voire à la toxine botulique ; le trafic de métaux ; l'invasion des drogues, des « *migrants climatiques* » et de leurs querelles ethniques ; l'explosion de la délinquance, voire de la criminalité sénile. Chaque nouvelle technologie produisant de nouvelles malversations, les vieux à venir promettent une aptitude poussée à la

¹¹³ cf. *Le Monde*. 1^{er} juin 2009

¹¹⁴ Idem

¹¹⁵ D'après l'OCDE, in *Libération*. 28 avril 2009

¹¹⁶ cf. *Le Monde*. 10 avril 2009

¹¹⁷ cf. *Le Monde*. 15 avril 2009

¹¹⁸ cf. *Le Monde*. 16 avril 2009

¹¹⁹ cf. *Le Monde*. 18 avril 2009

¹²⁰ cf. *Le Monde*. 21 avril 2009

¹²¹ cf. *Le Monde*. 23 avril 2009

¹²² cf. *Le Monde*. 17 avril 2009

¹²³ cf. *Le Monde*. 17 mars 2009

¹²⁴ cf. *Le Monde*. 26 mai 2009

¹²⁵ cf. *Libération*. 29 juin 2009

¹²⁶ cf. *Le Monde*. 16 juin 2009

¹²⁷ cf. *Le Monde*. 29 janvier 2009

« *cybercriminalité* », grâce, par exemple, au piratage des données individuelles sur les puces RFID (*Radio Frequency Identification*), alors injectées dans tous nos objets, animaux et personnes.

La Commission européenne a de son côté publié le 24 juin 2009 son plan d'action à 400 millions d'euros pour prévenir « *le scénario le plus effroyable* », selon son commissaire à la justice et à la sécurité, Jacques Barrot. Le « plus effroyable » étant une attaque terroriste de destruction massive à l'aide d'armes nucléaires, radiologiques, bactériologiques et chimiques (NRBC). « *Le développement rapide des technologies et l'utilisation des matières NRBC dans de nombreux domaines d'activité accroissent ce risque* », nous révèle *Le Monde*¹²⁸, en adepte de la distinction entre les *bons* et *mauvais* usages des poisons nucléaires, bactériologiques ou chimiques.

On ne peut, une fois encore, que vérifier l'imagination sans limites des policiers, contraints d'anticiper sans cesse sur les malfaiteurs et d'innover dans le délit pour en garantir la prévention. En vue d'assurer la sécurité nous avons dû concevoir les pires et meilleurs moyens de la violer. On parlera de l'éternelle dialectique de la défense et de l'agression, et de la neutralité, une fois de plus démontrée, de la technologie, susceptible, comme la langue, des pires et des meilleurs usages. A priori l'hypothèse que le mouchard électronique, outil suprême de repérage et de traçabilité, puisse servir une quelconque délinquance, semblerait un grossier artifice de rhétorique techno-sécuritaire pour maintenir la balance des « bonnes » et « mauvaises » applications du dispositif, et couvrir le fait qu'un monde entier sous contrôle électronique, ou faut-il dire sous commande numérique, est en soi une « mauvaise » application. Et en effet, la criminalité pratique l'usurpation d'identité, dans ses opérations d'escroquerie par exemple, tout comme l'État dans ses propres actions d'espionnage, de sabotage, d'homicide, ou de protection d'un de ses clients. Il n'empêche que, si volés, falsifiés, qu'ils puissent l'être, les papiers d'identité réduisent autant la liberté des gens, qu'ils accroissent l'emprise policière, et que les plus gros faussaires, pique-papiers et escrocs sont précisément les chimères industrielles et criminelles qui gagnent ainsi sur tous les tableaux : la sécurité et l'insécurité, suivant l'ordinaire des extorqueurs de fonds.

Toutes ces crises virtuelles et risques émergents instruisent une étude intitulée « *Contexte stratégique de la sécurité intérieure à l'horizon 2025* », d'une toute neuve « *délégation à la prospective et à la stratégie* » au ministère de l'Intérieur, dirigée par un certain Guillaume Schlumberger, jusqu'alors directeur de la Fondation pour la Recherche Stratégique. Que ce soit dans le commerce, l'industrie ou le sécuritaire ; le pétrole, le cinéma ou la police ; les mêmes spécialistes des mêmes services de prospection, se livrent aux mêmes études de marché afin de prévoir en toute *gouvernance*, quel produit oint de quelle communication *vendre* à la clientèle *cible*, afin d'assurer la pérennité et le développement de leurs secteurs d'activité. Que *vendre* au consommateur, au spectateur, au citoyen, afin de justifier notre existence, nos captations, notre domination. Cette disparité de langage qui emprunte aux vocabulaires militaire, commercial, administratif, marque à la fois la diversité des *acteurs* concernés et la convergence de leurs objectifs et modes d'opération. Dans ce monde baroque et réel, telle armée de l'air détient le monopole des importations de luxe ; telle société minière possède un pays, dispose de sa propre armée, de sa police secrète, voire de ses agents de la circulation ; telle secte, telle bureaucratie, tel « *groupe non-étatique transnational* », rivalisent ou coopèrent dans le secteur nucléaire, les biotechnologies, le trafic d'organes.

Toutes les puissances réelles, étatiques, militaires, économiques et politiques, entretiennent de pareils services – sauf bien entendu les cercles contestataires qui ne sont ni des puissances, ni dans le réel-, à la fois offices de renseignement, d'anticipation, de planification stratégique et de production idéologique. Nommer le futur et ses mouvements, et imposer ces nominations, c'est déjà le *former*. L'*information* ne tire-t-elle pas son nom d'un vieux mot de potier qui désigne le façonnage de l'argile en plat ou en pot, comme l'on moule les esprits pour diriger les actes. À l'inverse, on ne peut rien à une Histoire dont on ne sait pas tout ce qui peut en être su, tous les prémices connaissables, sinon y succomber. Fondée en 1945 par l'US Air Force, mais sous contrat jusqu'en 1948 avec la Douglas Aircraft Company, la Rand Corporation (c'est-à-dire *Research and Development Corporation*), est avec un budget annuel de 230 millions de dollars et 1500 employés, la plus fameuse de ces sociétés de

¹²⁸ cf. *Le Monde*. 26 juin 2009

conseil au Prince¹²⁹. On voit tout le prix que ce dernier attache aux avis de son *brain-trust*, fort de quoi il n'ignore rien de l'ennemi à venir qu'on lui décèle, désigne et décrit, des années d'avance- son identité sociale, ethnique, idéologique, ses us et coutumes, son habitat, son organisation, ses forces et ses faiblesses- afin d'y parer au mieux. C'est la Rand Corporation qui a publié « *Contre-insurrection, théorie et pratique* »¹³⁰ ouvrage de David Galula, un officier français familier des guérillas et ayant servi en Algérie. Sa version française, récemment traduite, est préfacée par le Général Petraeus et le lieutenant-colonel Nagle qui l'ont siphonnée pour réviser le manuel de doctrine de guerre contre-insurrectionnelle de l'armée américaine. La Rand qui a publié une trentaine d'ouvrages sur le sujet « *s'est appliquée à promouvoir la recherche et la diffusion intensive de connaissances sur la guerre révolutionnaire et constitue l'une des structures principales ayant permis de connecter les théoriciens français et américains de la DGR (NDR. Doctrine de la Guerre Révolutionnaire).* »¹³¹ Si la guerre est une question de vie ou de mort pour l'État et les puissances combattantes, les renseignements et l'anticipation le sont pour l'issue de la guerre. Et tout d'abord la capacité de connaître son ennemi *avant même que celui-ci se sache connu pour tel* ; voire, se connaisse pour tel. Peu importe d'ailleurs qu'on déclare son ennemi ou qu'on se déclare ennemi ; ces deux « actes performatifs » reviennent au même en cela qu'ils font des ennemies de deux parties quand même l'une ne sentirait nulle inimitié pour l'autre. Ainsi était-il superflu que les juifs se déclarassent les ennemis du peuple allemand ou de l'humanité, pour que les nazis sachent à quoi s'en tenir malgré tous les démentis. D'où la nécessité de produire des preuves telles que « *Les Protocoles des Sages de Sion* ». On voit que la déclaration d'inimitié est un acte poétique au sens originel du mot, c'est-à-dire qu'elle « crée », qu'elle « fabrique » cet ennemi. La Rand Corporation et une multitude de « fondations », d' « instituts », de *think tanks*, privés, publics, ou mixtes, sont des fabriques d'ennemis, de risques, de menaces, de crises et de catastrophes. C'est leur industrie, leur commerce, leur prospérité, et celle de leur personnel de recherche ; et c'est pourquoi les financent leurs commanditaires qui prospèrent, eux, de combattre l'ennemi et de gérer la crise ainsi fabriqués. Dans son livre sur « *L'ennemi intérieur* »¹³², Mathieu Rigouste a éclairé le rôle, l'histoire, le fonctionnement de l'une de ces fabriques, l'Institut des Hautes Études de la Défense Nationale (IHEDN), dans la mise à jour et la propagation de la « Doctrine de la Guerre Révolutionnaire », de l' « esprit de défense » et de la « culture de sécurité » parmi les « cadres de la nation ». Cette enquête retrace la sélection et la généalogie des boucs émissaires de la Nation, choisis dans les « populations à risque » ; des « rebelles indigènes » des colonies aux « jeunes d'origine » des quartiers populaires. Il faut pour découvrir qui sera le nouvel ennemi, ou plutôt les nouveaux ennemis, tant la notion s'élargit et s'indifférencie en ce crépuscule de Crise finale, compléter cette lecture par celle du « *Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale* »¹³³ qui se projette dans l'avenir à vingt ans. Il faut aussi, pour quiconque se découvre ennemi de l'État ou d'autres appareils de domination, examiner quelle victoire, quelle résistance, quel sort reste possible quand, à la « Doctrine de la Guerre Révolutionnaire », qui a plus que fait ses preuves dans la suppression des dissidences depuis un demi-siècle, s'accouplent les moyens de détection, traçabilité, élimination, issus de la « Recherche et Développement ». C'est l'examen initié dans « *Terreur et Possession, enquête sur la police des populations à l'ère technologique* »¹³⁴, et poursuivi ici.

S'il n'y a plus de distinction entre sécurité extérieure et intérieure, simplement parce que dans la « ville globale », il n'y a plus d'extérieur, il paraît logique que l'Institut des Hautes Études de la Sécurité Intérieure, la fabrique d'ennemis symétrique de l'Institut des Hautes Études de la Défense Nationale au ministère de l'Intérieur, devienne en 2004 l'Institut National des Hautes Études de la Sécurité (INHES), en charge de « *prévenir, anticiper les nouvelles menaces criminelles, mieux connaître la réalité de la délinquance et ses mutations (...)* » et de « *bâtir une véritable stratégie*

¹²⁹ cf. *Le Monde*. 27 mars 2009

¹³⁰ Editions Economica. 2008

¹³¹ cf. *L'ennemi intérieur*. Opus cité

¹³² La Découverte. 2009

¹³³ Ed. O. Jacob/ La Documentation Française. Juin 2008

¹³⁴ cf. Pièces et Main d'Oeuvre . Editions l'Echappée. Juin 2008

nationale de sécurité, dynamique et surtout utile aux services opérationnels. »¹³⁵ Par exemple dans la « *gestion de crise* ».

« *J'irais même plus loin*, dit Alain Bauer, Président de « Alain Bauer Associates », cabinet de *consulting* en sécurité, membre du conseil d'administration de l'INHES, titulaire de la chaire de criminologie au Conservatoire National des Arts et Métiers, et mouche à vache reconnue de Sarkozy et Manuel Valls. « *Il est temps de fusionner tous ces machins qui coûtent fort cher et souvent ne produisent pas grand-chose : l'Inhes, l'Institut national des hautes études de la défense, la Fondation pour les études de défense, l'Institut français des relations internationales (IFRI), voire l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS), dont le financement est majoritairement privé, etc. Il faudrait créer un grand centre de recherche français, voire européen, sur le modèle de la RAND américaine. Nous avons besoin d'un espace de recherche mutualisé, regroupant les chercheurs et faisant émerger de vrais sujets de préoccupations contemporains.* »¹³⁶ Et que l'on pourrait confier à l'abnégation d'Alain Bauer par exemple.

Avant même son élection à la présidence, Sarkozy avait souhaité « *la création d'un grand institut de la sécurité nationale* », d'une « *grande agence de réflexion et de prospective* » issue de la fusion de l'Inhes et de l'Ihden¹³⁷. Le « *Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale* » annonce le regroupement « *en deux ensembles opérationnels* » de l'Institut des Hautes Études de la Défense Nationale et du Centre des Hautes Études de l'Armement (CHEAr) d'une part, et de l'Institut National des Hautes Études de la Sécurité et de l'Institut d'études et de recherche pour la sécurité des entreprises (IERSE), d'autre part ; la création «- *entre les lieux où la recherche sur les questions de défense et de sécurité se fait et s'enseigne déjà - d'un réseau scientifique permanent, sous la forme souple d'un groupement d'intérêt scientifique (GIS), régulant les projets et les productions et s'appuyant sur quelques universités et établissements, parmi les plus impliqués.* » Avec pour objectif, la transformation de ce GIS en *Fondation de recherche et de coopération scientifique*, support académique « *d'une école doctorale européenne spécifiquement dédiée à la recherche sur les questions de défense et de sécurité.* » La Rand européenne.

C'est chose faite avec la loi de programmation militaire 2009-2014 qui prévoit d'encourager « *la création d'un pôle universitaire de recherches en sciences sociales de la défense et de la sécurité* », ainsi que l'ouverture d'une « *académie du renseignement* » chargée notamment de dispenser des formations communes à la lutte anti-terroriste, la contre-prolifération, la lutte contre la criminalité organisée, le contre-espionnage et la lutte contre l'ingérence économique¹³⁸.

Mais soyons conséquent, et puisque il n'y a plus d'extérieur en matière de sécurité nationale, il convient dans la chaîne de fusions qui en découle, d'absorber le ministère de l'Intérieur au sein de celui de la Défense – comme la gendarmerie vient, par exemple, d'être rattachée au ministère de l'Intérieur, tout en gardant son statut militaire- ; et de créer un unique ministère de la Sécurité nationale, service local d'un futur ministère européen.

S'il est une « *zone grise* » propice aux crises et aux nouvelles menaces, et qui exige donc une maîtrise de l'État, c'est bien le « *cyberespace* », véritable Somalie virtuelle, émanation conjointe, pourtant, des cerveaux de la RAND Corporation, de la *Defence Advanced Research Projects Agency* (DARPA), et du Centre Européen de Recherche Nucléaire (CERN). Les mises en garde se multiplient ces derniers temps, de divers quartiers officiels et militaires, à peu près dans les mêmes termes transmis par les medias, comme issus d'une même source, d'un même « *topo* », d'une même consigne – mais on remettra à une autre fois l'examen du « *soft power* » et de la « *doctrine de communication publique* », abondamment traitées dans les « *livres blancs* » sur le terrorisme et la « *Sécurité nationale* ». Le premier de ces « *Livres blancs* » alertait contre le « *cyberterrorisme* » et les attaques informatiques susceptibles de désorganiser le pays et ses « *systèmes vitaux* ». Le second tenait pour une « *certitude* », « *dans les quinze ans à venir* », la multiplication de ces attaques d'origine étatique, terroriste ou criminelle, entraînant la nécessaire création d'unités de guerre informatique afin de patrouiller le cyberespace en permanence et en profondeur. La menace du désastre informatique figure en bonne

¹³⁵ cf. Site de l'INHES

¹³⁶ cf. *Le Monde*. 1^{er} février 2007

¹³⁷ Idem

¹³⁸ www.assemblee-nationale.fr/13/ta/ta0299.asp

place dans le rapport du ministère de l'Intérieur sur la sécurité en 2025. Par exemple, si la Turquie entre dans l'Union Européenne. « Or cette dernière, rappelle la délégation à la prospective du ministère de l'intérieur, possède déjà « l'une des entreprises criminelles les plus structurées », la Maffya. Filière du trafic d'héroïne, d'êtres humains, de la contrefaçon, notamment de médicaments, la Turquie pourrait devenir une plaque tournante de la cybercriminalité. Et alors que le scénario d'un « Pearl Harbor informatique » hante les responsables de la sécurité, l'Europe, de plus en plus engagée, vis-à-vis de l'Ukraine, de la Moldavie et de la Géorgie, redoute les hackers russes... »¹³⁹

Au Pentagone, on s'inquiète davantage des hackers chinois qui, selon un rapport du Centre Munk pour les études internationales de l'université de Toronto, auraient infiltré 1295 ordinateurs dans 103 pays différents¹⁴⁰, et pis encore, les programmes d'armement de l'aviation américaine. Voire « tout ce qui fait marcher ce pays » selon un fonctionnaire de la défense américaine¹⁴¹.

Pearl Harbor vous dit-on. Le spectre de l'attaque massive, subite et anéantissante obsède les multiples articles publiés ce printemps en commémoration des vingt ans d'Internet¹⁴². Au fur et à mesure de son extension, la toile d'échanges électroniques dévoilerait des failles aux vandales, escrocs, espions, terroristes et militaires ennemis. Le remède selon les experts, notamment les Américains qui y travaillent déjà, consiste à tisser un nouveau dessein technique et étatique, propre à un strict contrôle des internautes, avant d'abolir l'ancienne toile où, sans tomber dans le mirage d'une libre communication, égalitaire et universelle, se tiennent trop de discours et se commettent trop d'actes hostiles au pouvoir. Mais quoi, on ne peut créer de moyen sans créer aussi ses défauts, vices et risques nouveaux et particuliers. Ni instaurer « l'informatisation de la société », selon le titre du rapport rédigé par Minc et Nora, en 1978 à la demande de Giscard d'Estaing ; transférer par rationalisation toutes les activités de gestion et de direction sur le réseau informatique ; y agglomérer déjà un quart de la population mondiale ; sans y importer aussi les conflits, les rébellions, les agissements que l'on a voulu bannir avec la ville et la vie réelles. Au gré des frontières étatiques, les atteintes à la propriété commerciale et intellectuelle, les offenses à la tradition, au régime, à la religion, à la morale, légitiment l'espionnage et la censure de la police via le filtre des logiciels « de sécurité » et des fournisseurs d'accès. « La Grande-Bretagne se prépare à surveiller et archiver toutes les communications électroniques au nom de la lutte contre le terrorisme. »¹⁴³ En France, la énième loi sur la sécurité prévoit de « capter en temps réel les données informatiques » dans les affaires de terrorisme ou de crime organisé, à l'insu des espionnés et sur le modèle des écoutes téléphoniques. C'est-à-dire que le policier pourra « lire en parallèle ce que le suspect voit sur son écran (...). Y compris les textes, images et sons envoyés par Internet, contenus sur une clé USB ou un cédérom qui ne laissent pas de trace sur le disque dur et échappaient aux expertises d'ordinateurs saisis. »¹⁴⁴ Mais c'est aux États-Unis qu'on vient d'expérimenter l'avancée la plus vaste et passible d'avenir dans l'informatisation de la société.

VIII

Avec *Le Mouvement*, Barack Obama qui n'était voici trois ans qu'un homme dans la foule a réussi ce qu'Howard Dean, le gouverneur démocrate du Vermont, a raté avec *Move On* lors des primaires de 2004, et que les professeurs de Sciences-Po nommeront quelque jour, cyber-populisme. Soit la conjonction d'une personnalité magnétique et d'un appareil de propagande qui n'est plus d'abord le parti ou le media de masse de type passif, où l'Un s'adresse à tous, mais le réseau de masse participatif, où tous s'adressent à tous. – Même si, d'évidence, certains sont plus égaux que d'autres devant l'exploitation d'Internet : présence et instrumentalisation, envois de masse, interventions sur les sous-réseaux, accès aux sites et forum les plus exclusifs, créations de blogs et de sites plus ou moins perfectionnés-. Souvent qualifié de système nerveux, voire de réseau neuronal mondial, Internet

¹³⁹ cf. *Le Monde*. 29 janvier 2009

¹⁴⁰ cf. *Libération*. 30 mars 2009

¹⁴¹ cf. *Wall Street Journal*. 21 avril 2009. *Le Monde*. 23 avril 2009

¹⁴² cf. *Libération*. 14 avril 2009

¹⁴³ cf. *Le Monde* 2. 30 mai 2009

¹⁴⁴ cf. *Libération*. 27 mai 2009

figure l'ébauche grossière, en temps différé et tachée d'opacités plus ou moins profondes et volontaires, d'une télépathie universelle par circuits neurotechnologiques, y compris la police de la pensée¹⁴⁵. Quand la contraction du monde aura aboli jusqu'à la séparation entre for intérieur et extérieur, les « opérateurs » de nos circuits mentaux devront encore produire un « contenu » attractif à diffuser dans leurs conduits : football ? Porno ? Publicité ? Information permanente ? L'Université a publié de forts volumes sur les liens supposés entre les avènements parallèles de tels médias et de tels personnages, impliquant certaines adéquations réciproques et nécessaires. On ne sait si la radio a fait le succès des vociférateurs en transe, ou l'inverse ; on sait qu'elle n'aurait pu faire celui des innombrables rémouleurs de trémolos – les Auriol, Ramadier, Queuille et autres Coty - qui s'enchaînèrent à son micro des années trente aux années cinquante.

Il est certain qu'Obama a constitué pour les médias en général et pour Internet en particulier, un produit d'appel que les plus grossiers commerciaux n'auraient pas osé rêver. Blanc *et* noir, jeune *et* mûr, Américain du Kansas *et* Kenyan d'ascendance, doué de prestance physique *et* d'aisance verbale; il offre un argument de vente à tous les segments du marché réunis en sa personne. Son message, c'est lui, tel que les Américains aiment à se voir : optimiste, positif, consensuel, joyeux, vivace, battant, gagnant. Une « success story » illustrant le « rêve américain » à la façon d'un vieux spot de pub pour Coca-Cola *relooké* United Colors of Benetton. Il n'est pas jusqu'à sa femme – aux États-Unis, on élit un couple - plus noire, plus forte, plus mordante d'apparence, qui, par contraste ne l'effémine subtilement, lui conférant ainsi une touche « trans » de consolation aux endeuillés d'Hillary Clinton, et de titillation aux adeptes de la « *Queer theory* ». Les commentateurs jabotent évidemment de son « charisme », l'un de leurs mots les plus élimés. Le charisme ou « grâce », d'une racine indo-européenne, *ghar*, "briller", désigne cette splendeur divine – gloire, nimbe, auréole-, irradiant des bienheureux et des immortels, dont la suprême autonomie suscite l'attraction, l'adoration mêlée d'envie, et, autant que faire se peut, l'imitation des foules d'imparfaits mortels, avides d'apothéose et de mise en lumière. Nombre de pensums ont montré la dégradation du sacré en « star-system » au temps des « Idoles » et de leurs « fans », inévitablement suivie d'une même dégradation de ce « star-system » en foire aux avatars ; au point que la distinction oblige désormais à l'obscur et au transparent. À l'ordinaire, quoi.

Le « charisme » d'Obama n'est admissible qu'au sens usuel et galvaudé, mais son charme, un terme bien affaibli, lui aussi, est indéniable auprès du grand public familial qui faisait jadis le succès des comédies d'Hollywood ; avec juste ce rien de « *risqué* » comme on dit en américain, pour émouvoir la jeune fille de la famille. Un charme qui à l'analyse révélerait ces ingrédients d'humour, de détachement, de nonchalance, d'élégance, qu'on a coutume de résumer par l'épithète « *cool* » ; et relevé du brio nécessaire pour rassurer les parents et jouer avec vraisemblance son rôle de gendre national. On sait comme l'événement (Jeux Olympiques, campagne présidentielle) et les médias (journaux, télévisions) se vendent réciproquement. D'une pierre, deux coups, Obama s'est vendu comme événement sur Internet autant qu'il a vendu Internet, nouvelle grand-place de la ville globale, comme lieu de l'événement et du discours public. Son message, son « visuel », lui-même, reposait sur un argument (*base line*) aussi large et concis que prometteur, *le changement*, propulsé par le slogan le plus bref, positif, offensif et américain qui pouvait se lancer : *yes, we can*. La preuve : moi, Obama, mon histoire. En somme, nous, Le Mouvement (« *We, the people...* »), nous pouvons le changement ; être Obama, foule unifiée en Lui, comme Il est disséminé en nous, personne collective.

On se souvient qu'avant de se muer en lanceur d'alerte climatique, Al Gore, alors vice-président des États-Unis, champion des « nouvelles technologies » et des « autoroutes de l'information », prétendait avoir inventé Internet. Du ridicule d'avoir trop tôt raison. Bush le surnomma « *the Ozone man* » et lui vola brutalement, effrontément, les élections de novembre 2000, dans les urnes informatiques de l'État de Floride, dirigé par son frère Jeb, lors d'un hold-up « *décomplexé* » qui augurait bien des huit années de « guerre au terrorisme » menée par son administration. Toujours fascinée par la dernière arme ou stratégie victorieuse, la presse a détaillé comment Obama, héritier d'Al Gore et d'Howard Dean, nouveau champion de la croissance *verte* et du capitalisme *durable* par le sauve-qui-peut technologique, avait gagné ces présidentielles. En deux ans, son équipe de campagne a édifié un appareil électro-militant conjuguant l'impulsion directrice en temps réel, issue du sommet « en ligne »,

¹⁴⁵ cf. *Terreur et Possession. Enquête sur la police des populations à l'ère technologique*. Opus cité

et la propagande de masse et de terrain, opiniâtre et accrocheuse, de la base militante. Les fouilles de données (*data mining*) et le profilage suivant les méthodes de marketing électoral se combinent avec le démarchage à domicile. « *Rue par rue, habitation par habitation, le Mouvement intègre, trie, digère dans son immense base de données le travail réalisé sur le terrain. Une toile façon fourmilière.* »¹⁴⁶ Une « *structure pyramidale* » qui enregistre au fur et à mesure des contacts et des meetings les courriels, téléphones et adresses des « *prospects* ». « *À chaque fois que le candidat arrive dans un nouvel État, le Mouvement diffuse des publicités sur les radios et les magazines étudiants. Il demande aux auditeurs et aux lecteurs d'envoyer le message Hope (l' « espoir ») au numéro 62-262. Le numéro de portable se trouve ainsi enregistré dans la base de données.* »¹⁴⁷ Un million d'enrôlés en 2006 sur le site *my.barackobama.com*. Treize millions deux ans plus tard.

« *Au cœur du dispositif, une société privée, Blue State Digital, agence Internet d'un nouveau genre créée en 2004 par des jeunes militants démocrates technophiles. Dès janvier 2007, le candidat Obama sous-traita à Blue State Digital la plus grande partie des activités Internet de sa campagne. La direction du secteur Nouveaux Médias fut confiée à l'un de ses fondateurs, Joe Rospars, 25 ans à l'époque, qui amena avec lui plusieurs de ses employés. L'équipe compta bientôt une centaine de membres, en partie issus des firmes de la Silicon Valley et des grands médias.*

« *Grâce à la plate-forme technique mise en place par ses jeunes recrues, Obama récolta sur Internet plus de 6 millions de dons, totalisant près de 500 millions de dollars. Le candidat utilisa aussi Internet pour s'adresser directement au peuple américain, en court-circuitant les médias classiques : il diffusa un flot continu de courriels personnalisés (1,2 milliard au total) et plus de 1800 séquences vidéo Youtube, dont beaucoup tournées spontanément par les militants et envoyées au QG de campagne.*

(...)

« *À l'automne 2008, l'équipe d'Obama disposait ainsi d'une base de données contenant les coordonnées de plus de 13 millions de militants et sympathisants. En parallèle, un autre cofondateur de Blue State Digital, Ben Self, 31 ans, diplômé d'informatique au Massachusetts Institute of Technology (MIT), s'était installé au siège du Parti Démocrate pour constituer une autre base de données, baptisée « Vote Builder ». Ben et son équipe ont mis en forme et indexé les listes électorales de chacun des 50 États, soit 180 millions d'électeurs. Puis, ils les ont enrichies avec un ensemble de renseignements sur chaque électeur, nom, adresse, âge, appartenance politique, profession, revenus, patrimoine. Ils se firent aider par des entreprises spécialisées qui collectent en permanence ce type de données sur la population pour le compte des sociétés de cartes de crédit.*

« *En croisant la base de données des électeurs et celle des militants, l'équipe Internet d'Obama a inventé un outil inédit : « Dès qu'un nouveau militant s'inscrit sur notre site, explique Ben Self, nous le mettons en contact avec d'autres militants proches de chez lui, pour qu'il entre dans un groupe, assiste à un événement, tisse de nouveaux liens. Puis nous lui envoyons une liste d'une vingtaine de citoyens non engagés. Sa mission est d'aller les voir, ou de les inviter chez lui, et de leur parler de notre cause. » (...) Ensuite, il devra renvoyer dans le système les renseignements obtenus au cours des entretiens, afin d'enrichir les profils de la base de données : « Aujourd'hui, nous savons qui vote pour notre camp, ou non, et pourquoi. »*¹⁴⁸

On ne rabâchera pas que le « *web* », c'est la toile dont nulle *universelle aragne* n'aurait osé rêver : le « *net* », un filet ; de même que les « *réseaux* » ou plutôt « *les rets* », engins de pêche, de chasse et de combat dans l'arène. On ne s'inquiétera pas avec la geignardise vigilante et citoyenne de ce que tel chasseur d'hommes aurait pu faire d'une telle arme ; ni de ce qu'il adviendrait si elle tombait « *en de mauvaises mains* ». Son existence même prouve assez que, bonnes ou mauvaises, nous sommes pris en mains. Le techno-totalitarisme ce n'est pas tel dictateur, partisan de l'État total, voire le ministre de la police au pouvoir de l' « *e-gouvernement* » plutôt que son rival de l'opposition, ou d'avenir mieux assuré, l'écologiste implacable et compétent de bonne gouvernance des déchets ; mais l' « *e-gouvernement* », lui-même, maillant chaque parcelle du pays et de sa population.

¹⁴⁶ cf. *Le Monde*. 6 novembre 2008

¹⁴⁷ cf. *Le Monde*. 6 novembre 2008

¹⁴⁸ cf. *Le Monde*. 12 février 2009

Ainsi le Mouvement pour le changement peut en toute candeur et sans nul scandale, se targuer du fichage du corps électoral dans toutes ses minuties. Où est le problème puisque le champion du Bien est au pouvoir plutôt que celui du Mal (John Mac qui ?...), que nous sommes les gens de Bien, et que nous n'avons rien à nous reprocher. On n'abandonne pas une arme pareille qui peut en un clic lancer des millions de « supporters » à l'assaut du congrès ou de toute opposition, organiser le soutien d'Obama durant ces quatre années et sa réélection déjà. Une section « Questions ouvertes » sur le site Change.gov recueille des millions de votes et d'avis, et sert d'institut de sondage permanent. « *Ainsi le mouvement de gauche Move On demande à ses 4 millions de supporters de participer activement aux questionnaires de Change.gov* »¹⁴⁹

Le Mouvement transformé en « *Organizing for America* » dispose de sa propre équipe au siège du Parti Démocrate, à Washington. « *De son côté, Blue State Digital occupe aujourd'hui deux étages d'un immeuble cossu situé à deux rues de la Maison blanche. (...) Elle a conservé le contrôle technique de la base de données héritée de la campagne, et s'impose comme le partenaire naturel de l'équipe présidentielle. (...) Sa société (NDR. De Joe Rospars) a aussi été chargée de gérer une autre initiative d'envergure nationale visant à entretenir la mobilisation de la base militante : le site USAService.org, qui va inciter les citoyens à participer bénévolement à des actions sociales et charitables dans leur voisinage.* »¹⁵⁰

Avec des fins aussi nobles et des moyens aussi performants, on voit mal comment l'Organisation pourrait plus mal réussir que le Hezbollah, le Hamas, ou les églises qui depuis des siècles ont régi les populations, employant les bonnes âmes et les bonnes volontés au soulagement des pauvres et des malades. D'autant que par une pieuse coïncidence le besoin fait moins que jamais défaut. Chacun sent bien, vu l'extrémité où s'enfoncent l'espèce humaine et son habitat, le crime qu'il y aurait à borner l'action de l'Organisation à l'Amérique, à l'incitation et à la philanthropie. « À l'ère de la mondialisation » les gouvernements déclarent qu'aucun d'entre eux ne peut combattre séparément l'affolement climatique, le « terrorisme global », ni la énième crise économique. Le bon usage, la chance qu'offrent ces phénomènes parfois gonflés, montés de toutes pièces ou artistement agencés est d'imposer chaque jour davantage un état d'urgence planétaire *via* les bureaucraties internationales et les concertations gouvernementales. À en croire ses propres experts et penseurs, sociologues, urbanistes, économistes, futurologues, ce monde contracté et mêlé qui se referme sur nous, ville machine, hors-sol et sous cloche, cernée de terrains toujours plus vagues, serait celui de la plus verte espérance. « *Cleantech* » ou « technologies vertes », pourvoyeuses d'un « *green New Deal* », d'une croissance et d'un capitalisme « verts » pour tout l'avenir ouvert. Ainsi serions-nous voués à périr ou à subir l'impératif de *l'innovation*, incarnée par la triade salvatrice du scientifique, de l'industriel et du décideur politique. Jacques Ellul a signalé par l'expression de « fuite en avant technologique », cette perpétuelle chute d'ivrogne rattrapée au dernier moment qui prétend réparer et dépasser les dégâts d'une technologie par l'adoption d'une nouvelle plus puissante, perfectionnée – et dévastatrice. On sait que les « *cleantech* », « *écotech* » ou « technologies vertes » désignent en fait les nanotechnologies et technologies convergentes : nano-biotechnologies, informatique, sciences cognitives ; quand il ne s'agit pas simplement de l'industrie nucléaire, ou de nouvelles et gigantesques constructions, proportionnellement moins polluantes et gaspilleuses que les anciennes auxquelles elles *s'ajoutent*.

À l'e-gouvernement chargé d'administrer l'ordre global, il faut des partenaires techniques avec des *solutions* performantes. Le géant IBM propose ses services dans une campagne de publicité en sept épisodes, consacrée à « l'intelligence ».

« *Agissons maintenant pour une planète plus intelligente (...) Comment est-ce possible ?*

Tout d'abord, le monde est de plus en plus équipé. Les capteurs intégrés sont partout – voitures, appareils photo, routes, pipelines...jusqu'aux produits pharmaceutiques et au bétail. Imaginez un monde dans lequel il y aurait un milliard de transistors par être humain !

¹⁴⁹ cf. *Le Monde*. 4/5 janvier 2009

¹⁵⁰ cf. *Le Monde*. 12 février 2009

Par ailleurs, le monde est de plus en plus interconnecté. Avec bientôt deux milliards d'internautes, les systèmes et les objets peuvent aussi communiquer les uns avec les autres. Imaginez des milliards d'éléments connectés et intelligents. Imaginez aussi les montagnes de données qui vont être générées.

Enfin, tous ces équipements interconnectés deviennent intelligents :

Reliés à de puissants systèmes et à des outils d'analyse perfectionnés, ils sont capables de transformer en temps réel ces innombrables données en connaissances utiles. La puissance de calcul dépasse le champ d'application des seuls ordinateurs. Aujourd'hui, presque tout – personne, objet, processus ou service, quels que soient le type ou la taille de l'organisation- peut devenir digital, connecté et "intelligent".

Avec une telle abondance de technologie et de connectivité, pour un coût peu élevé, pourquoi ne pas tout optimiser ? Pourquoi ne pas tout connecter ? Pourquoi ne pas tout analyser pour en retirer des connaissances ? (...) »¹⁵¹

Rappelons ici au lecteur indemne de tout franglais, s'il s'en trouve un, qu'« *intelligent* » traduit le mot « *smart* », astucieux, vif, malin. Tous les systèmes « *smart* » traitent de l'information, des données, en produisent, y réagissent automatiquement. Par un tour de « *poetic justice* », de justice immanente comme l'on dit aussi en anglais, il se trouve que le terme d'« *intelligence* » désigne dans cette langue le renseignement, d'où l'Intelligence Service, modèle de tous les services d'espionnage désormais assistés par ordinateurs. Les publicitaires d'IBM ne peuvent ignorer le double sens du mot « *intelligence* », y compris en français, mais c'est le type même d'ambiguïté chérie des oracles du pouvoir, de l'intoxication (*soft power*) et des « opérations psychologiques ». Une « planète intelligente » n'est strictement qu'une cyber-machine sous commande des technarques et des logiciels de gestion durable, afin d'accroître la vitesse et le rendement des flux : marchandises, devises, humains, pétrole, eau, électrons. Exemple :

« Les Français passent aujourd'hui près d'un million d'heures par an dans les bouchons. Outre leur effet sur la qualité de l'air, les embouteillages coûtent 6 milliards d'euros par an, dont 566 millions pour l'Île-de-France, ce qui représente l'équivalent de 1 million de kilomètres pendant une heure. »

La solution IBM ?

« Des systèmes alimentaires intelligents recourent à la radio-identification (RFID) pour assurer la traçabilité des volailles d'un bout à l'autre de la chaîne logistique de la ferme (NDR : de l'usine à volailles) aux rayons du supermarché (NDR : de l'entrepôt de vente). »¹⁵²

On voit comment la traçabilité des Français permettra d'optimiser leurs trajets quotidiens d'un bout à l'autre de la chaîne logistique, de leurs centres de stockage et dressage jusqu'aux abattoirs et marchés du travail. Lesquels, pour atteindre la performance, l'optimisation, la rentabilité exigées par la machine, doivent aussi devenir « *intelligents* ». Toujours selon le programme IBM : « *Pour travailler plus intelligemment, nous avons besoin d'organisations plus intelligentes (...) Certaines entreprises recentrent leurs activités autour de la capacité à collecter des informations en temps réel. »*

Autres flux, autre marché, mêmes objectifs, mêmes méthodes : « *Certains systèmes de santé ont déjà ouvert la voie de l'intelligence. Intégralement informatisés, ils collectent automatiquement l'ensemble des informations nécessaires en temps réel. IBM, Google Health et Continua Health Alliance ont, par exemple, développé un projet qui permet aux individus et aux familles de stocker et de suivre leurs informations médicales, avec la possibilité de télécharger les relevés de leurs appareils de mesure et de surveillance. En France, IMPLANET, fabricant de Dispositifs Médicaux Implantables, utilise la technologie RFID (radio-identification) pour assurer la traçabilité de ses produits, de leur fabrication à leur implantation chez les patients (...) Une santé intelligente se doit d'être interconnectée. »*

On aura compris que le carburant pour faire tourner cette planète-machine, la nouvelle et stratégique « ressource », est constituée par les données. « *Ces informations sont indifféremment générées par des milliards d'individus, d'appareils, de capteurs et d'équipements intelligents de toutes sortes. L'ère de l'information a succédé à l'ère industrielle (...) Nous possédons des technologies capables de capturer et traiter ces masses de données. Des technologies qui nous permettent de les transformer, non seulement en informations organisées et en connaissances, mais également en "intelligence" active. Une "intelligence" qui nous permet de déceler les tendances de demain avec une exactitude inédite. (...) Tout cela peut réellement changer la façon dont le monde fonctionne. Des compagnies*

¹⁵¹ cf. *Le Monde*. 17 mars 2009. Publicité en 7 épisodes consultables sur ibm.com/think/fr/

¹⁵² idem

d'assurance sont d'ores et déjà en mesure d'identifier les tendances parmi des milliards de déclarations de sinistres pour mieux déceler les tentatives de fraude. Des services de police observent et usent de multitudes d'appareils pour détecter des risques de délit, permettant de prévenir la criminalité plutôt que de la sanctionner. » Ceci n'est pas du Philip K. Dick, mais de l'IBM, ici et maintenant.

IX

À travers ses innombrables colloques, forums, séminaires, et ses multiples multinationales multimédia, le Bureau des Opérations Psychologiques martèle les vérités nouvelles. « *La ville durable, relais espéré de la croissance verte* »¹⁵³. « *Séoul prépare un ambitieux plan de croissance verte* ».¹⁵⁴ On apprend ainsi « *comment Abu Dhabi va devenir une ville durable* », avec « *un nouveau centre-ville de 400 000 résidents* », de « *nouveaux mégaquartiers programmés sur les îles voisines* », dont l'une transformée en « *luxueux circuit de formule 1* », avec pour les relier « *la construction d'un réseau de métro de 130 kilomètres de long, doublé de lignes de bus et de tramway* ».¹⁵⁵ Comment « *de l'éco-quartier de Tianjin, en Chine, à la ville "intelligente" de Songdo, en Corée du Sud, de la réhabilitation du centre ancien de Birmingham au plan climat de Sao Paulo, des transports en commun de Madrid, Bombay ou Singapour aux possibilités ouvertes par les nouvelles technologies d'information et de communication* »¹⁵⁶ s'opèrent certaines contractions, sans que l'on ne puisse plus distinguer quel terme pourrait unifier et caractériser tous les synonymes et les équivalences en circulation : technopole, mégapole, métapole, conurbation, etc. La « ville globale » ne va pas sans la « planète urbaine », la moitié, les trois-quarts bientôt de l'humanité habitant des agglomérations, lesquelles coagulent à travers leurs extensions spatiales et communicationnelles. En retour, « *seules les villes fondées sur les principes du développement durable resteront compétitives, car cela les rendra adaptables, résilientes.* »¹⁵⁷ Au point que la Banque mondiale « *révise sa politique urbaine pour y intégrer la dimension du climat* » et adopte « *un changement de paradigme dans la façon de gérer les risques et les opportunités d'une urbanisation rapide.* »¹⁵⁸

Mais bien entendu, seules les « villes intelligentes » seront durables, compétitives, etc. Où l'on voit que Chantal Jouanno et Laurent Wauquiez, actuels secrétaires à l'écologie et à l'emploi, ont toutes raisons de se réjouir dans une tribune commune du développement de « *l'économie verte* », notamment pour « *nos PME et nos champions internationaux, tels Veolia, Suez, Areva et EDF, aux avant-postes de l'innovation et de la compétitivité.* »¹⁵⁹ Cependant que la Corée du Sud, un pays qui construit un polder de 400 km² et un canal de 500 Km de long, mise avant tout sur le développement du nucléaire pour assurer sa « *croissance verte* » et subsidiairement sur ses innovations et gains de compétitivité dans les secteurs du solaire, de l'éolien, des piles à combustible ou de l'automobile. « *Prendre la conduite des nouvelles industries de croissance comme les technologies « vertes » décidera quels pays seront des grandes puissances à l'avenir, analyse Kang Man-soo, à la tête du conseil présidentiel sur la compétitivité nationale et proche du président de la République, Lee Myung-bak. La Corée voit dans la crise actuelle la chance de devenir une nation avancée de premier rang.* »¹⁶⁰ Mais l'on a déjà entrevu le Péril jaune, évident substitut d'un terrorisme islamiste qui montre de plus en plus la corde, et l'on sait que faute d'intégration et de pouvoir mondial assez fort pour imposer ses décisions, la planète intelligente ne sera pas exempte de luttes pour la domination, voire de guerres vertes et durables.

¹⁵³ cf. *Le Monde*. 11 avril 2009

¹⁵⁴ cf. *Le Monde*. 24/25 mai 2009

¹⁵⁵ cf. *Le Monde*. 4 juin 2009

¹⁵⁶ cf. *Le Monde*. 11 avril 2009

¹⁵⁷ cf. *Le Monde*. 11 avril 2009

¹⁵⁸ cf. *Le Monde*. 30 juin 2009

¹⁵⁹ cf. *Le Monde*. 6 juin 2009

¹⁶⁰ cf. *Le Monde*. 24/25 mai 2009

À la recherche constante et survoltée du nouvel ennemi, l'oligarchie prédatrice et son pouvoir exécutif érigé en État ont répondu par : *tous risques ou menaces susceptibles de porter atteinte à la vie de la nation*. On a vu le caractère extraordinairement varié, quasi-universel, de cette définition et l'absolutisme de cette doctrine de « Sécurité nationale », transcription locale d'une doctrine de sécurité globale de plus en plus émergente. Dans « *La Notion de politique* », Carl Schmitt nie la possibilité d'un État mondial parce que la fonction de l'État en tant qu'unité politique est la guerre contre ses rivaux et rebelles, et que l'union universelle entraînerait la fin de l'État - et de la politique. « *L'humanité en tant que telle ne peut pas faire la guerre, car elle n'a pas d'ennemi, du moins sur cette planète.* » Il serait plus juste de dire qu'elle n'a plus d'ennemi ayant à peu près détruit la nature « hostile » et ses animaux. Qu'à cela ne tienne, nous avons la Rand Corporation, l'Institut des Hautes Études de la Défense Nationale, de multiples fabriques d'ennemis fabuleusement créatives. Nous avons la doctrine de la sécurité globale et la nouvelle définition – ou plutôt *l'indéfinition de l'ennemi* – comme tout ce qui porte atteinte à la vie de l'humanité. *Nous avons des ennemis de l'humanité* qui ne sont ni des Martiens, ni des morts-vivants, ni des clones, ni des robots, au contraire, puisque les ultimes théories « cosmopolitiques », « anti-spécistes », « cyber-féministes », « trans » et « post »-humanistes nous invitent au nom de la « complexité » et d'une « conception ouverte du sujet humain » à accueillir cette « altérité » dans le grand creuset d'une humanité indéfinissable, elle aussi¹⁶¹. Comment au nom du « droit à la différence » et de la critique de la normalité retourner l'humanisme contre lui-même, en jouant sur sa mauvaise conscience raciste, misogyne et esclavagiste, et en forgeant une analogie perverse avec ces catégories jadis exclues de l'égalité entre mâles, maîtres ou congénères. *Mutatis mutandis*, c'est le même chantage à la culpabilité du jobard qui, en mémoire des malheurs de Van Gogh et de Camille Claudel, permet aux fabricants de lapins fluorescents et aux gargouilles du *body art* de se faire passer pour l'art contemporain. Si l'on allait *encore* se tromper ! Et certes, il n'est pas indifférent que ces deux bluffs se soutiennent mutuellement dans le battage promotionnel de l'*Übermensch* « augmenté », « différent », « bionique », en vente sur catalogue chez IBM et Sony, avec un choix illimité de pièces en *kit* pour personnaliser et *customiser* son androïde.

X

Le nouvel ennemi n'est ni Fu-Manchu, ni le Professeur Moriarty, le Docteur No ou Ben Laden, même si de vieux épouvantails peuvent toujours resservir à l'occasion, leur disparition temporaire les couvrant d'une nouvelle fraîcheur. *L'expérience* du 11 septembre 2001 et d'Al Qaïda, a d'ailleurs montré, entre beaucoup d'enseignements, qu'il n'était pas nécessaire que les États se liguent ou s'unifient pour livrer dans les endroits les plus divers, les plus opposés, les plus inattendus, *la même* « *global war on terrorism* ». De même qu'ils pourraient tous, mais chacun pour soi, combattre la tabagie ou la mortalité routière. Et ainsi, l'humanité re-divisée suivant de nouvelles polarités et de nouvelles inimitiés, c'est, nous dit Schmitt, l'existence de la politique, de la guerre et de l'État qui est préservée au profit des régimes locaux. Notre revue, assurément lacunaire des ennemis de l'humanité et de la Sécurité globale, a omis jusqu'ici le plus évident et le plus probable, promis au plus bel avenir qui nous reste. C'est avec lui qu'il nous faut en finir maintenant.

Sous l'ordre vert de l'état d'urgence planétaire, instauré par l'e-gouvernement mondial et soutenu par l'Organisation Terre Mère, chacun doit penser aux autres et suivre les consignes pour le bien de tous et des Générations Futures. Il nous faut, comme nos ancêtres paysans ou chasseurs-cueilleurs, respecter des règles de ménagement des ressources et réduire notre empreinte écologique. Couvre-feu, plafonnement des températures des bâtiments, permis de déplacement, rationnement hydrique, énergétique et alimentaire, coupons textiles intelligents, Habitats Collectifs Optimisés, bonnes pratiques et gestes responsables. Il faut éduquer les enfants dès le plus jeune âge à l'esprit de défense de l'environnement, et les enfants, organisés en réseaux de jeunesse, les Souris Vertes, éduqueront leurs parents, eux-mêmes groupés en réseaux de voisinage. Chacun, au long de sa vie, ajuste son comportement grâce aux stages obligatoires de formation continue éco-citoyenne. Samedis et week-ends verts permettent de renforcer le sentiment environnemental, en mobilisant la population sur des

¹⁶¹ cf. *Demain les posthumains*. J-M Besnier. Hachette, 2009

chantiers de dépollution des plages, des stations de montagne, des cours d'eau, des forêts. Les citoyens vertueux sont invités à faire don d'une semaine de leurs vacances au profit des campagnes gouvernementales de reboisement en compensation des émissions de CO₂.

Parce que l'environnement est notre affaire à tous, nous devons tous y veiller. En-dehors des réseaux de capteurs et d'intelligence ambiante chargés de détecter pollutions, nuisances, prélèvements abusifs, des Numéros Verts et des contacts en ligne seront disponibles pour permettre aux éco-sentinelles de signaler les atteintes à l'environnement, les délinquants et les criminels écologiques. Fraudeurs de la taxe sur l'Air respiré ; trafiquants de permis de polluer ; jardiniers et herborisateurs clandestins ; réfractaires aux ampoules basse consommation et au covoiturage géré par géolocalisation ; gaspilleurs de terres et d'espace ; mauvais trieurs de déchets refusant le puçage de leurs poubelles ; déserteurs du service éco-citoyen obligatoire ; contrevenants aux interdictions de baignade en eau vive ; trafiquants de semences non-homologuées, etc.

Il nous faut soutenir l'*innovation* de toutes nos forces, la recherche en *nature artificielle*, les entreprises d'*écologie industrielle*, la bonne gouvernance de la *démocratie électronique*. Nous sommes tous sur le même bateau, nous devons tous ramer et suivre les consignes du pilote. Si l'autorité sanitaire décrète la vaccination générale contre le nouveau virus, nous devons tous nous faire vacciner. Nous ne pouvons laisser quelques irresponsables, des comportements individualistes, sectaires et obscurantistes, nuire à la collectivité et mettre toute la population en danger. En somme, si par un merveilleux mouvement d'inversion intitulé « *Green New Deal* », le capitalisme, la croissance, les hypertechnologies, l'État, le gouvernement, en bref toutes les manifestations, mécanismes et structures de l'ordre social deviennent « verts », comme l'empire germanique se prétendait « Saint », « Romain », et la bureaucratie stalinienne « soviétique », tous les ennemis de ce même ordre social, dissidents de la cyber-planète « intelligente » et opposants au nanomonde techno-totalitaire deviennent ceux de l'humanité.

On voit l'avantage que le pouvoir et ses agents Verts tirent de leur *gestion des crises*, bien plus que de leur solution. Celles-ci après avoir assuré pléthore de postes et de missions d'*experts* aux technarques et aux gestionnaires du désastre, justifie désormais, dans le chaos annoncé de l'effondrement écologique, leur emprise totale et durable sur nos vies. Comme l'État et sa police sont indispensables à la survie en monde nucléarisé, l'ordre vert et ses technologies de contrôle, de surveillance et de contrainte sont nécessaires à notre *adaptation* au monde sous cloche artificiel. Quant aux mauvais Terriens qui – défaillance ou malfaisance - compromettent ce nouveau bond en avant du *Progrès*, ils constituent la nouvelle menace pour la Sécurité globale. Il n'en faudrait pas conclure hâtivement que les opposants à la géo-ingénierie, à la « planète intelligente », avec sa traçabilité universelle, son pilotage des flux, sa nano-pâtée moléculaire à base de spiruline et de viande clonée - « *Aujourd'hui, c'est Soleil Vert !* » -, soient les ennemis de l'homme à l'époque de sa reproductibilité industrielle : clonage, ectogenèse, orthogénisme. Plutôt seront-ils *les derniers hommes* parmi cette invasion de post-humains, transhumains, cyborgs, « successeurs », hommes bioniques, « augmentés », et autres « intelligences non-anthropomorphes », promise par l'Université, la Science, l'Industrie et l'État à une « humanité élargie au non-humain », animaux, robots, et comment ne pas dire *et cætera*.

On sait que Kevin Warwick, chercheur en cybernétique à l'Université de Reading, a candidement décrit le sort à venir de cette engeance aussi archaïque que haïssable aux yeux des nouveaux maîtres : « *Ceux qui décideront de rester humains et refuseront de s'améliorer auront un sérieux handicap. Ils constitueront une sous-espèce et formeront les chimpanzés du futur.* »¹⁶²

Nul doute qu'une telle perspective, pour peu qu'ils en eussent mesuré les conséquences, n'eût inspiré aux chimpanzés un violent désir d'humanité, et aux hommes de Néanderthal un non moins violent désir de sagesse. Où est ton frère Abel ? Sans compter les milliers de peuples animaux et humains exterminés depuis le paléolithique par nos ancêtres de l'*Âge d'abondance*¹⁶³. Il n'est donc pas surprenant que la masse des anthropomorphes ne troque chaque jour davantage, avec empressement, son actuelle condition pour celle d'*inhumains*. On a déjà vu maintes fois ce pragmatisme de collabo. *If you can't beat them, join them.*

¹⁶² cf. *Libération*. 12/05/02

¹⁶³ cf. *Le Sentier de la guerre*. J. Guilaine. J. Zammit. Le Seuil. 2001

On voit que contrairement à ce que s'imaginait Carl Schmitt, « *l'humanité en tant que telle* » a sur cette planète un ennemi potentiel, surgi d'elle-même, et qui avant même l'actualisation de sa différenciation, lui promet par la voix de ses porte-parole, cette guerre à outrance que se livrèrent jusqu'à aujourd'hui les hordes et les États. En clair, l'ennemi que désigne et vise la nouvelle doctrine de la Sécurité globale et le nouvel ordre vert, c'est l'homme.

Il se peut que celui-ci soit une cause perdue et qu'il en soit bien ainsi aux yeux de beaucoup. On remettra à une autre fois, pour les nécessiteux, l'énoncé des raisons que l'on peut avancer en défense de cette cause disputée. Qu'il suffise de dire pour l'instant que l'inlassable joie sauvage d'être soi, et non pas *ça* - insecte social, rouage de la machine, puce de l'ordinateur planétaire, bribe protoplasmique du Grand Tout - de tout son élan, de toute sa volonté, de toute sa conscience hérissée, et de contribuer ainsi à la fierté de cette vie humaine, a parmi quelques autres manifestations dicté la révolte de ces pages. *No surrender.*

Pièces et Main d'œuvre
Grenoble, le 3 juillet 2009

Retrouvez ce texte et bien d'autres sur
www.piecesetmaindoeuvre.com